Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Jeudi 23 octobre 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°749 ■

Chronique Eco

Le « Prix Nobel » en Economie est-il scientifiquement crédible et socialement utile ?

P 16

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇOIT UNE DÉLÉGATION DE « BUSINESS RUSSIA»

Vers des projets économiques conjoints algéro-russes

Dans un contexte de réformes économiques ambitieuses, l'Algérie s'affirme comme une destination privilégiée pour les investisseurs étrangers, notamment russes, qui y voient des opportunités significatives dans plusieurs secteurs clés, à l'instar de l'industrie, de la santé, de l'agriculture et de l'industrie pharmaceutique. P 3

SAIDA

Relance de l'usine du papier et carton avant la fin de l'année en cours

L'activité de l'usine de papier et de carton "GIPAC" dans la wilaya de Saïda sera relancée avant la fin de l'année en cours, a-t-on appris, mercredi; auprès des services de la wilaya. Selon la même source, cette usine, qui relancera sa production de papier ondulé, s'inscrit dans le cadre d'un partenariat entre le groupe industriel public "GIPAC" et l'entreprise chinoise "Beijing Ming Yang Paper".

P 2

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Des dossiers relatifs à plusieurs secteurs examinés

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de dossiers relatifs à la sécurité routière, à la prévention contre les stupéfiants et les substances psychotropes et à la création d'un institut algérien spécialisé dans la thérapie cellulaire, indique un communiqué des services du Premier ministre.

P 3

CONTRIBUTION

L'innovation au cœur du changement

Deux informations 'phare' nous ont été livrées presque concomitamment en ce mois d'octobre 2025, que nous attribuerons davantage au hasard du calendrier pour éviter de leur trouver des analogies épistémologiques, ce qui les rendrait encore plus insensées qu'elles ne le sont. Pourtant ces deux informations relèvent du même substrat mais restent peu comparables par leur statut et leur portée.

P 5

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or alourdit sa chute à près de 4066 dollars l'once P 4

TECHNOLOGIES DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'Algérie et la Chine renforcent leur coopération P 3

N'DJAMENA, ADDIS-ABEBA, LIBREVILLE ET LUANDA

Air Algérie déploie ses ailes sur l'Afrique P 16

PRÉVU DU 31 OCTOBRE AU 3 NOVEMBRE 2025

1er Hackathon national pour la jeunesse, et l'innovation numérique et médiatique

Le ministère de la Jeunesse lance, à partir du 31 octobre, le 1er Hackathon national pour la jeunesse, et l'innovation numérique et médiatique, afin de permettre aux jeunes de contribuer à la conception d'outils de travail et à l'élaboration des activités et événements de leurs établissements, indique, mercredi, un communiqué du ministère. Cet événement national, qui se déroulera jusqu'au 3 novembre 2025 dans la wilaya de Sétif, sous le slogan "ensemble vers la modernisation de l'établissement de jeunesse", s'inscrit dans le cadre des "festivités commémorant le 71e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er Novembre et découle de la conviction du secteur que la planification de l'avenir ne peut se faire sans la participation de la jeunesse algérienne, riche en talents et en capacités qui peuvent faire la différence", en sus du "rôle de la modernisation dans la revitalisation des établissements de jeunesse". Dans le cadre de la symbolique de la commémoration du 71e anniversaire du 1er Novembre 1954, "71 jeunes filles et garçons, dont 50 participant dans le domaine de l'innovation numérique et 21 autres dans la conception médiatique, seront choisis pour participer au concours". Le hackathon comprend deux principaux concours, à savoir "Maison de jeunes virtuelle" et "Conception d'une identité visuelle unifiée pour les établissements de jeunesse". Le ministère a souligné que ce hackathon s'inscrit dans le cadre d'un "projet ambitieux visant à renforcer l'attractivité des établissements de jeunesse, à redynamiser leurs espaces, à mettre en valeur les capacités de nos jeunes et à assurer un environnement propice à l'apprentissage, à la formation et à l'échange d'expertises, conformément à la nouvelle vision du ministère visant à soutenir la nouvelle génération et à l'accompagner dans ses actions d'innovation et de numérisation".

ROUTES, PORTS ET RAIL

Transformer l'Algérie en hub logistique continental

L'Algérie affirme son ambition de devenir une plaque tournante du commerce africain. Cette vision a été clairement défendue par le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, le Pr Kamel Rezig, lors de sa participation à Genève, à la table ronde ministérielle sur les chaînes d'approvisionnement et la logistique commerciale, organisée dans le cadre de la 16e Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). L'objectif est de faire de l'Algérie un hub logistique reliant l'Europe à l'Afrique, fondé sur des infrastructures modernes et une coopération économique renforcée.

Par M. A.

Lors de son intervention au Palais des Nations, le ministre a déclaré : « L'Algérie se positionne comme un maillon stratégique entre l'Europe et l'Afrique. Nous œuvrons à bâtir des solutions durables pour fluidifier les chaînes d'approvisionnement, en particulier dans le commerce interafricain ». Face aux défis de la logistique mondiale, Kamel Rezig a présenté la stratégie nationale qui repose sur trois leviers : la mer, la route et le rail. Sous les orientations du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, une stratégie intégrée de connectivité continentale est déjà en marche.

Sur le plan maritime, la stratégie prévoit la création de nouvelles lignes reliant l'Algérie à plusieurs pays africains, dont la Mauritanie et le Sénégal, et d'autres projets de routes maritimes commerciales sont actuellement à l'étude. « Nos ports doivent être des portes d'accès pour nos partenaires africains vers la Méditerranée et l'Europe. C'est dans cet esprit que nous développons nos infrastructures portuaires », a précisé le ministre. L'Algérie compte aujourd'hui onze ports commerciaux majeurs, qui seront mis à disposition des pays africains non côtiers, notamment le Niger, le Mali et le Tchad.Ces plateformes portuaires sont connectées à l'un des plus vastes réseaux routiers du continent, avec en son cœur le corridor transsaharien, qui relie six pays : l'Algérie, la Tunisie, la Libye, le Niger, le Mali et le Tchad. Cet axe stratégique, véritable artère de la coopération continentale, permettra d'accroître les échanges et d'intégrer davantage les économies régionales.

En complément, un nouveau projet structurant est en cours de concrétisation : la réalisation d'une route de 800 kilomètres entre Tindouf et Zouerate, en Mauritanie. Ce corridor deviendra un nouveau poumon d'échanges entre l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest. Kamel Rezig a souligné : « Cette route sera un vecteur d'intégration économique et de rapprochement entre les peuples. C'est un projet porteur d'avenir pour toute la région sahélo-saharienne ».

Parallèlement, sur le plan ferroviaire, l'Algérie travaille à étendre son réseau national jusqu'aux frontières de la Mauritanie, du Mali et du Niger. L'objectif est de permettre à ces pays enclavés d'exporter leurs produits et ressources via les ports algériens, consolidant ainsi les corridors multimodaux maritimes et terrestres. Le ministre a rappelé que près de 50 % du commerce intra-africain repose actuellement sur le transport routier, plaidant pour une meilleure valorisation des chaînes d'approvisionnement terrestres. « Le développement logistique de l'Afrique ne peut se faire qu'en renforçant les connexions terrestres.

L'Algérie entend y jouer pleinement son rôle, en mettant ses infrastructures au service du continent », a-t-il insisté.Au-delà des chantiers et des chiffres, c'est une véritable vision géoéconomique que Kamel Rezig a défendue à Genève : celle d'une Algérie pivot, capable de relier les économies africaines entre elles tout en consolidant leur accès aux marchés internationaux. Le ministre a conclu : « Nous ne construisons pas seulement des routes et des ports, mais des ponts entre les nations africaines. Le développement de nos chaînes d'approvisionnement est un instrument de souveraineté et de solidarité ».

SAIDA

Relance de l'usine du papier et carton avant la fin de l'année en cours

L'activité de l'usine de papier et de carton "GIPAC" dans la wilaya de Saïda sera relancée avant la fin de l'année en cours, a-t-on appris, mercredi; auprès des services de la wilaya. Selon la même source, cette usine, qui relancera sa production de papier ondulé, s'inscrit dans le cadre d'un partenariat entre le groupe industriel public "GIPAC" et l'entreprise chinoise "Beijing Ming Yang Paper". Le wali de Saïda, M. Mermouri Amoumen, a reçu, mardi, au siège de la wilaya le PDG du groupe public GIPAC, M. Djedi Mohamed, dans le cadre du suivi du dossier de relance de cette unité implantée dans la commune d'Ouled Khaled, a-t-on ajouté. L'usine, qui s'étend sur une superficie de 40 hectares, est actuellement en phase de tests de ses équipements avant l'annonce du démarrage effectif de la production de papier ondulé. Elle prévoit la création de plus de 300 emplois direct, selon la même source.

L'AFRICA REAL ESTATE INNOVATION & INVESTMENT SUMMIT (ARIIS)

Une Deuxième édition ambitieuse à Alger

Après le succès éclatant de sa première édition, l'Africa Real Estate Innovation & Investment Summit (ARIIS) revient cette année pour une seconde édition encore plus ambitieuse. Prévu les 18 et 19 novembre 2025 à l'Hôtel Marriott Bab Ezzouar d'Alger, cet événement phare réunira les acteurs majeurs du secteur immobilier africain, de la PropTech, de l'investissement et du développement urbain, pour une rencontre stratégique sur l'avenir de l'immobilier en Afrique. Placé sous le parrainage de plusieurs ministères clés, dont le Ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, le Ministère de l'Économie de la Connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, le Ministère de l'Environnement, ainsi que le Ministère du Tourisme et de l'Artisanat, cette deuxième édition d'ARIIS s'affirme comme une plateforme panafricaine incontournable. Elle favorisera l'échange, l'innovation et la collaboration entre les acteurs du secteur immobilier et ceux des nouvelles technologies. Avec pour objectif de façonner les villes africaines de demain, ARIIS25 se positionne comme un rendez-vous d'importance stratégique pour tous les professionnels du secteur. Pendant deux jours, des experts, entrepreneurs et investisseurs venus des quatre coins du continent et au-delà, partageront leurs connaissances et leurs visions de l'avenir urbain en Afrique.

ARIIS25 n'est pas seulement un sommet traditionnel. C'est un véritable accélérateur de synergies entre innovation, investissement et durabilité. Cet événement se veut aussi un catalyseur de projets immobiliers innovants et un espace de dialogue entre les secteurs public et privé, mettant en lumière le potentiel immobilier immense de l'Afrique.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇOIT UNE DÉLÉGATION DE «BUSINESS RUSSIA»

Vers des projets économiques conjoints algéro-russes

Dans un contexte de réformes économiques ambitieuses, l'Algérie s'affirme comme une destination privilégiée pour les investisseurs étrangers, notamment russes, qui y voient des opportunités significatives dans plusieurs secteurs clés, à l'instar de l'industrie, de la santé, de l'agriculture et de l'industrie pharmaceutique.

Par Sirine R.

C'est dans cette dynamique d'ouverture et de coopération que s'inscrit la visite en Algérie d'une délégation d'investisseurs et d'hommes d'affaires affiliés à l'organisation patronale russe « Business Russia ».
Conduite par M. Aleksey Evgenievich Repik, président de l'organisation, cette délégation, en mission de travail et de prospection, a été reçue hier par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Cette rencontre au plus haut niveau confirme la place centrale que l'Algérie accorde à la coopération économique avec la Fédération de Russie, notamment dans les domaines de l'investissement productif et du transfert de technologies. En effet, l'Algérie compte sur des partenariats bénéfiques pour la relance du secteur industriel, d'autant plus que le président de la République a fixé l'objectif d'atteindre un taux de 12 % de contribution au PIB dans les deux années à venir. C'est dans ce cadre que s'inscrit la rencontre du ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, avec la délégation de haut niveau de Business Russia, conduite par Aleksey Repik et composée de plusieurs chefs d'entreprises russes.
Les discussions ont porté sur les perspectives de partenariat industriel, particulièrement dans les secteurs de la sidérurgie, des industries mécaniques, chimiques et de transformation. Le ministre a réaffirmé « l'ouverture de l'Algérie à des partenariats productifs et durables fondés sur l'intérêt mutuel », tout en soulignant que les réformes économiques engagées favorisent un climat d'investissement propice au transfert de technologies et à la création de valeur ajoutée. De son côté, Kamel Moula, président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), a assuré que le Conseil s'engage pleinement à renforcer les liens économiques entre les opérateurs algériens et russes. Aleksey Repik a, pour sa part, exprimé l'intérêt des entreprises russes à investir en Algérie dans une logique de coopération gagnant-gagnant.

Des perspectives prometteuses

La délégation russe, conduite par Aleksey Repik en sa qualité de président de la société pharmaceutique russe «R-Pharm JSC», a également été reçue par le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudene. Les discussions ont porté sur le renforcement de la coopération bilatérale dans l'industrie pharmaceutique et les technologies médicales. Les deux parties ont évoqué la possibilité d'un transfert de technologie afin de renforcer la sécurité pharmaceutique nationale et de développer la production locale de médicaments et de vaccins.
Le ministre a mis l'accent sur la création d'un centre national de référence pour la lutte contre les maladies tropicales, ainsi que sur la volonté du gouvernement de faire de l'Algérie un partenaire stratégique en Afrique dans le domaine pharmaceutique. Dans le même esprit, le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, s'est entretenu avec Aleksey Repik et sa délégation sur les opportunités d'investissement dans les différentes filières du secteur. Le ministre a mis en avant la dynamique de production locale et les progrès enregistrés dans l'innovation pharmaceutique, tandis que la partie russe a manifesté son intérêt pour l'établissement de partenariats stratégiques dans ce domaine. L'Algérie ne se contente pas de se limiter aux secteurs industriels. En parallèle, le ministre de l'Agriculture, M. Yacine El-Mahdi Oualid, a reçu des représentants de l'industrie russe, notamment Stefan Duerr, le président du groupe EkoNiva. Lors de cette rencontre, les discussions ont porté sur le renforcement de la coopération dans le domaine agricole, notamment dans les régions du Sud, où les investisseurs russes voient des opportunités liées à la richesse des ressources naturelles et au développement des infrastructures agricoles. Les opérateurs russes ont exprimé leur volonté d'investir dans des projets agricoles structurants, en tirant parti des facilités offertes par l'Algérie aux investisseurs étrangers. La succession de ces rencontres illustre la profondeur des relations historiques entre l'Algérie et la Russie, mais aussi leur volonté commune de bâtir un partenariat global englobant les secteurs industriels, agricoles, pharmaceutiques et technologiques. Cette dynamique s'inscrit dans la stratégie du président Abdelmadjid Tebboune visant à diversifier les partenariats économiques de l'Algérie et à attirer des investissements étrangers productifs favorisant la création d'emplois et la transformation locale. Ces initiatives s'inscrivent dans la continuité des réformes entreprises pour diversifier l'économie, réduire la dépendance aux hydrocarbures et renforcer la sécurité alimentaire et sanitaire. Avec des projets ambitieux dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie pharmaceutique et des technologies, l'Algérie entend bien devenir un pôle industriel majeur en Afrique du Nord, capable de jouer un rôle clé sur le marché international.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Des dossiers relatifs à plusieurs secteurs examinés

Par R E.

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de dossiers relatifs à la sécurité routière, à la prévention contre les stupéfiants et les substances psychotropes et à la création d'un institut algérien spécialisé dans la thérapie cellulaire, indique un communiqué des services du Premier ministre.
Ainsi le Gouvernement a continué l'examen de l'avant-projet de loi portant code de la route, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions de Monsieur le Président de la République relatives au renforcement des mesures de lutte contre le phénomène des accidents de la route, afin de préserver les vies humaines ainsi que les biens privés et publics.
A cet effet, de nouvelles dispositions ont été introduites dans le but de renforcer la politique de circulation routière, en particulier dans les volets liés à l'amélioration des comportements des usagers de la route et la gestion des risques liés aux infrastructures routières, ainsi que la révision des peines et l'incrimination de certains actes nouveaux. Par ailleurs, et dans le cadre de la mise en œuvre des directives de Monsieur le Président de la République, relatives à la mise en place d'une Stratégie nationale de prévention des stupéfiants et des substances psychotropes, afin de protéger nos jeunes contre ce fléau, le Gouvernement a entamé l'examen de deux projets de décrets exécutifs fixant, respectivement, les conditions et les modalités de dépistage de l'usage de stupéfiants et/ou de substances psychotropes dans les établissements d'éducation, d'enseignement et de formation, ainsi que les conditions et les modalités de prévention de l'usage de stupéfiants et/ou de substances psychotropes lors du recrutement dans les secteurs public et privé. Il s'agit de deux textes d'application de la loi relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic illicites de stupéfiants et des substances psychotropes, lesquels traduisent l'approche globale prônée par l'Etat en matière de lutte contre ce phénomène, à commencer par des mécanismes de terrain pour endiguer le fléau à travers la sensibilisation, le suivi et le traitement, jusqu'à la dissuasion et l'application des sanctions les plus sévères. Enfin, le Gouvernement a entendu une communication sur la création d'un institut algérien spécialisé dans la thérapie cellulaire, à travers la mise en place notamment de deux pôles thérapeutiques en oncologie et en médecine régénérative, ainsi qu'une plateforme biotechnologie qui sera dotée de laboratoires de pointe dédiés à la recherche et développement dans le domaine des thérapies cellulaires. Ce projet s'inscrit dans une dynamique de modernisation du système national de santé, de réduction des évacuations médicales à l'étranger et de positionnement stratégique de l'Algérie dans le domaine de la médecine de pointe.

TECHNOLOGIES DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'Algérie et la Chine renforcent leur coopération

Par Réda Hadi

Le ministre de l'Industrie, M. Yahia Bacha, a reçu, mardi soir, au siège de son département, une délégation de haut niveau du groupe chinois China Electronic Financial Equipment Systems (CEFES), conduite par son président du conseil d'administration, M. Hu Dan. Spécialisé dans les solutions de paiement électronique et la gestion de la liquidité bancaire, le groupe CEFES figure parmi les leaders mondiaux dans la conception et la fabrication d'équipements financiers électroniques intégrés.
La rencontre s'est tenue en présence du président-directeur général du groupe public Elec El Djazair, du PDG du groupe ACS, ainsi que de plusieurs cadres du ministère de l'Industrie. Les discussions ont principalement porté sur les perspectives de coopération technologique et industrielle dans le domaine des équipements de paiement électronique, en particulier à travers un partenariat entre CEFES et INATEL, filiale du groupe Elec El Djazair.
Selon le communiqué du ministère, les deux parties ont exploré les modalités d'un accord de partenariat technologique visant la production locale d'équipements de paiement électronique en Algérie. Ce projet s'inscrit dans la stratégie nationale de transformation numérique et de modernisation du système bancaire, un axe prioritaire des réformes économiques menées sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.
Lors de la rencontre, M. Yahia Bacha a salué l'intérêt manifesté par la partie chinoise et a insisté sur la nécessité d'accélérer la concrétisation des projets de coopération afin de maximiser la valeur ajoutée nationale. Il a souligné que ce type de partenariat contribuerait directement à la numérisation du système bancaire algérien, à la réduction de la dépendance technologique et à la création d'emplois hautement qualifiés dans les domaines de l'électronique et des technologies financières.
De son côté, M. Hu Dan a exprimé la volonté du groupe CEFES de renforcer sa présence en Algérie et de transférer son savoir-faire dans la fabrication d'équipements de paiement électronique, la gestion intelligente de la liquidité bancaire et les solutions de sécurité numérique. Il a réaffirmé l'engagement de son entreprise à mettre en œuvre des programmes de transfert de technologie et de formation, adaptés aux besoins du marché algérien et alignés sur les priorités du gouvernement en matière de transition numérique. À l'issue des discussions, les deux parties ont convenu de renforcer la coopération bilatérale à travers des investissements conjoint** et des projets technologiques à long terme, avec pour objectif d'ériger l'Algérie en pôle régional dans la production et l'innovation en matière de solutions de paiement électronique. Cette rencontre s'inscrit dans un contexte marqué par une accélération notable de la transformation numérique du système financier algérien.

COMMERCE

Vers l'organisation d'une foire des produits algériens en Arabie saoudite

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a eu, mardi à Genève (Suisse), des entretiens bilatéraux avec le ministre saoudien du Commerce, Majid ben Abdullah Al Qasabi, avec lequel il a évoqué la possibilité d'organiser une foire des produits algériens en Arabie saoudite, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue en marge de la participation de M. Rezig à la 16e session de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), en présence de l'ambassadeur d'Algérie en Suisse, les deux parties ont évoqué la possibilité d'organiser une foire des produits algériens en Arabie saoudite et une foire des produits saoudiens en Algérie, "en vue de contribuer à faire connaître les produits nationaux et d'encourager les partenariats économiques entre opérateurs des deux pays", précise le communiqué. Les deux ministres sont convenus, selon la même source, de préparer l'organisation d'une rencontre regroupant des hommes d'affaires algériens et saoudiens, et d'échanger des visites entre délégations économiques et commerciales des deux pays dans le but d'explorer les opportunités d'investissement et d'étendre les domaines de coopération bilatérale. La rencontre a également permis d'examiner les moyens de renforcer les relations commerciales et d'investissement entre l'Algérie et l'Arabie saoudite, "à la lumière des grandes potentialités économiques des deux pays et de leur attachement commun à développer la coopération bilatérale dans divers domaines", précise le document. Au terme des entretiens, qui se sont également déroulés en présence de l'ambassadeur d'Arabie saoudite en Suisse, les deux ministres ont mis en avant la convergence de vues entre les deux pays quant à l'importance de poursuivre la coordination et l'action commune, en application des orientations des dirigeants des deux pays pour hisser les relations économiques et commerciales au niveau du partenariat stratégique escompté, conclut le communiqué.

INVESTISSEMENT

L'AAPI élue à la tête du bureau Moyen-Orient et Afrique du Nord de WAIPA

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a été élue mardi à l'unanimité à la tête du bureau Moyen-Orient et Afrique du Nord de l'Association mondiale des agences de promotion des investissements (World Association of Investment Promotion Agencies-WAIPA), en marge des travaux de la Conférence mondiale sur l'investissement, a indiqué un communiqué de l'Agence, qui souligne que cette élection consacre "la position de l'Algérie en tant qu'acteur influent dans l'espace africain, arabe et méditerranéen".

"Cette victoire témoigne de la confiance des agences de promotion des investissements dans la région et de la reconnaissance du rôle pionnier de l'Algérie dans le développement du climat d'investissement et le renforcement de la coopération économique régionale et internationale", a précisé la même source, ajoutant que l'AAPI avait déposé sa candidature officielle à ce poste en coordination avec le ministère des Affaires étrangères, dans le cadre de l'appel à candidatures officiel lancé par WAIPA.

Selon le communiqué, cette réalisation intervient pour "consolider la position de l'Algérie en tant qu'acteur influent dans l'espace africain, arabe et méditerranéen, et confirme son rôle de force proactive et de partenaire fiable dans la promotion de l'investissement durable, la transformation numérique et le renforcement de la résilience économique, sociale et environnementale". La candidature de l'AAPI, souligne la même source, repose sur "une expérience avérée en matière d'initiatives visant à développer les outils de promotion de l'investissement, à échanger des expertises et à renforcer la coopération Sud-Sud, à travers sa participation régulière aux travaux et aux activités de l'Association, notamment en organisant le sommet restreint des agences africaines de promotion de l'investissement sur l'intégration économique et la compétitivité en Afrique, outre sa contribution à la série de masterclasses mondiales sur les IDE de la WAIPA (WAIPA Global FDI Masterclass Series) en présentant l'expérience algérienne dans la mise en œuvre du guichet unique pour les services destinés aux investisseurs".

LIGNE MINIÈRE BÉCHAR-TINDOUF-GARA DJEBILET

Le ministre Djellaoui insiste sur la mobilisation de tous les moyens pour livrer le projet avant les délais contractuels

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a insisté, mardi à Alger, lors d'une réunion de travail consacrée au suivi de l'avancement des travaux du projet de la ligne minière ouest Béchar-Tindouf-Gara Djebilet (950 km), sur la nécessité de renforcer les chantiers avec tous les moyens humains et matériels nécessaires afin de livrer le projet "avant la fin de l'année, soit 6 mois avant les délais contractuels", indique un communiqué du ministère. Le ministre a donné "des instructions au groupement des entreprises de réalisation pour prendre des mesures additionnelles concernant les travaux, notamment en ce qui concerne la pose des rails et du ballast, en intensifiant la coordination entre les différents intervenants, et en renforçant les chantiers avec tous les moyens humains et matériels nécessaires, afin de livrer le projet avant la fin de l'année, soit 6 mois avant les délais contractuels", précise le communiqué. La rencontre a permis d'évaluer l'état d'avancement des travaux sur les trois axes du projet et de passer en revue les mesures à prendre sur le terrain afin d'accélérer la cadence de réalisation et d'aplanir les difficultés entravant le travail des entreprises de réalisation, ajoute-t-on de même source. Ont pris part à la réunion, les cadres centraux du ministère, le Directeur général de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), les directeurs des travaux publics des wilayas de Béchar, Tindouf et Béni Abbès, ainsi que les directeurs généraux des groupes publics "GITRA", "GEICA", "GCB", "Cosider-Travaux Publics", "Cosider-Installations Techniques", des représentants du groupe "GITRAMA", outre le DG de l'entreprise chinoise "CRCC". A cette occasion, le Directeur général de l'ANESRIF a présenté un exposé exhaustif sur l'état d'avancement des travaux sur les trois axes du projet ainsi que sur les obstacles rencontrés, "le ministre ayant proposé des solutions pratiques pour les surmonter, en coordination avec les secteurs et organismes concernés", précise le communiqué.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or alourdit sa chute à près de 4066 dollars l'once

L'or poursuivait, mercredi, sa chute entamée la veille en raison notamment de l'apaisement des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine.

Il a baissé de 1,43% à 4.065,90 dollars l'once (31,1 g), après avoir connu mardi sa plus lourde chute depuis 2013 à près de 6,3%. Lundi dernier, le métal jaune avait atteint un nouveau record, à 4.381,52 dollars l'once.

L'argent, considéré comme une valeur refuge alternative, reculait également mercredi de 0,93%, à 48,25 dollars l'once, après avoir dévissé de plus de 8,6% mardi.

La poursuite du repli de ces métaux précieux se comprend "compte tenu de l'euphorie" qui s'est emparée du marché, et des positions spéculant sur la hausse de l'or et "du surachat" qui en ont découlé, ont expliqué des analystes. Cette baisse est attribuée aussi à l'apaisement des tensions commerciales entre Pékin et Washington et à la diminution des achats constatée dans certains pays.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	450,00	0,00	0,00	5,68	7,94	7,78	23641	10 638 450,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1410,00	0,00	-0,16	-0,34	9,07	5,52	66101	93 202 410,00
BIOPHARM	BIO	2 460,00	2460,00	0,00	1,03	2,31	6,54	6,50	410	1 008 600,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 250,00	2250,00	0,00	6,07	-0,31	10,73	5,56	151435	340 728 750,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	380,00	-5,00	-4,63	-5,01	4,80	-	10	3 800,00
SAIDAL	SAI	400,00	400,00	0,00	0,58	-0,44	3,78	5,25	200	80 000,00

L'innovation au cœur du changement

Deux informations 'phare' nous ont été livrées presque concomitamment en ce mois d'octobre 2025, que nous attribuerons davantage au hasard du calendrier pour éviter de leur trouver des analogies épistémologiques, ce qui les rendrait encore plus insensées qu'elles ne le sont. Pourtant ces deux informations relèvent du même substrat mais restent peu comparables par leur statut et leur portée.

1ère partie

Rachid Meksen (*)

La première se classe comme un évènement annuel majeur qui honore l'excellence et glorifie le mérite, alors que la seconde vise, tout aussi périodiquement, à engendrer une émulation entre pays avisés pour mesurer les efforts consentis dans la voie du progrès économique.

Dans le premier cas, l'évènement à un impact planétaire, c'est l'attribution du prix Nobel d'économie le 13 octobre 2025, qui est revenu à Philippe Aghion, économiste français de renommée internationale, professeur au Collège de France, à l'INSEAD (Paris) et professeur invité à la London School of Economics, éminente distinction partagée avec Peter Howitt et JoelMokyr. La distinction récompense leur contribution à l'explication de la "croissance économique pilotée par l'innovation", en particulier la théorie de la croissance soutenue par la "destruction créatrice".

Les travaux de ces chercheurs hissent un message sans ambigüité : « Ne craignez pas l'innovation », théorie déjà initiée par l'économiste autrichien Joseph Schumpeter.

Dans le second cas, qui nous interpelle frontalement, le Global Innovation Index (GII) 2025, publié par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), dresse la liste du classement par pays des performances analysées en matière d'innovation. L'Algérie se classe 115e sur 139 pays, loin derrière plusieurs économies de la région.

Ce classement prospecte et évalue la capacité d'un pays à produire et diffuser l'innovation, et par ricochet, met en lumière les faiblesses structurelles d'un système national encore peu connecté aux exigences de la recherche appliquée et du secteur productif, selon que l'on soit performant ou 'distrait' pour reprendre les appréciations répandues dans le milieu académique.

Cette brève entrée en matière met en effet le curseur sur l'innovation comme élément commun entre ces deux situations, mais elle doit surtout alerter, dans notre cas présent, sur l'urgence à forger un plan ambitieux de nature à corriger nos trajectoires et renforcer les germes prometteurs éparpillés ou peu valorisés au sein de l'économie algérienne.

Que dire des travaux de P. Aghion et de ses confrères en termes de contenu et d'impact ?

L'originalité de leurs travaux consiste à avoir creusé dans un sens nouveau pour mettre en lumière les mécanismes de la croissance durable observée dans les pays occidentaux depuis le 18 ème siècle, beaucoup plus pertinemment que les travaux classiques connus. Cela a valu la présentation en 1992 d'un modèle de croissance qui a fait ressortir 3 idées forces :

- L'innovation, analysée non pas comme variable accessoire et aléatoire, mais comme un moteur essentiel de la croissance ou variable déterminante ;
- les droits de propriété, notamment les brevets, qui consacrent l'effort créatif, la performance des institutions accréditées, la jouissance de ces droits liées aux chercheurs et innovateurs pour les inciter à emprunter cette voie ;
- La promotion de la 'destruction créative', chère à J.Schumpeter, qui, sous ce vocable abscond voire rédhibitoire, ne signifie rien d'autre que l'émergence d'une économie concurrentielle fondée sur la recherche continue de la performance, du calcul économique, de l'arrivée sans obstacle de nouvelles firmes et de l'éviction des entreprises non performantes pour faire jaillir l'excellence économique.

Les auteurs ont pris soin d'alerter sur les résistances pouvant obérer la dynamique de l'innovation de la part de groupes d'intérêts menacés par l'apport de facteurs de croissance et de changement aboutissant à faire basculer leur poids dans l'économie réelle.

Se démarquant de la théorie néoclassique pour laquelle l'innovation est un facteur exogène (imprévisible et non influencée par les acteurs économiques) elle devient ici un moteur essentiel de la prospérité économique.

Dans un contexte de défis globaux tel l'essor de l'intelligence artificielle (IA), Aghion insiste sur le fait que l'innovation ne doit pas être appréhendée comme un luxe ou une variable d'ajustement, mais comme une condition sine qua non pour maintenir la compétitivité et élever les niveaux de vie.

Si l'on se questionne, au second degré, pour connaitre dans quelle mesure l'innovation serait si décisive pour l'économie et en quoi elle serait un levier de compétitivité, on doit immanquablement survoler son statut théorique issu des recherches de l'auteur.

1. Les fondements théoriques de l'innovation chez Aghion – La destruction créatrice comme levier de croissance

Au cœur de la pensée d'Aghion se trouve le concept de "destruction créatrice", emprunté à Joseph Schumpeter mais formalisé mathématiquement avec Peter Howitt dans un modèle de croissance endogène dès la fin des années 1980. Contrairement aux auteurs néoclassiques notamment Solow, Aghion démontre que l'innovation est endogène : elle émerge des décisions des entreprises et des individus au sein d'un marché concurrentiel. Selon ce cadre, l'innovation ne se contente pas d'ajouter de la valeur ; elle remplace activement les technologies obsolètes, libérant des ressources pour de nouvelles avancées. Ce processus schumpétérien génère une croissance soutenue, expliquant pourquoi, depuis deux siècles, les économies modernes ont connu une expansion inédite plutôt qu'une stagnation malthusienne.

Pourquoi l'innovation serait-elle si cruciale ? Aghion argue que sans elle, les économies sombreraient dans l'immobilisme. Dans un article fondateur de 1992, il modélise comment les firmes investissent en recherche et développement (R&D) pour obtenir un avantage compétitif temporaire – une "monopolie innovatrice" – avant d'être supplantées par des rivaux plus créatifs. Cette dynamique assure une allocation optimale des ressources : les secteurs en déclin libèrent du capital humain et financier vers des domaines émergents, comme la transition verte ou l'IA. L'importance réside dans son impact sur le bien-être collectif : l'innovation élève la productivité globale, réduit les inégalités potentielles en créant des emplois qualifiés et propulse les niveaux de vie. Par exemple, Aghion quantifie que les économies les plus innovantes, comme les États-Unis, bénéficient d'un leadership technologique qui représente "le facteur clé de la puissance économique", surpassant même la monnaie ou le commerce mondial.

Cependant, ce mécanisme n'est pas automatique. Aghion met en garde contre les freins internes : les monopoles "superstar" (comme les géants tech) risquent d'étouffer l'entrée de nouveaux innovateurs, créant un cercle vicieux. Ici, l'innovation exige une régulation pro-concurrentielle pour favoriser la "saine compétition". De plus, en intégrant des travaux ultérieurs sur l'éducation et l'environnement, Aghion montre que l'innovation dépend d'investissements publics en science de base et en formation. Sans une société ouverte, le progrès technologique stagne. Ainsi, pour Aghion, ignorer l'innovation, c'est hypothéquer l'avenir : "Nous ne devons pas prendre le progrès pour acquis ; la société doit surveiller les facteurs qui le génèrent et le soutiennent."

2. Implications pratiques et recommandations politiques

Au-delà de la théorie, Aghion applique ses idées aux enjeux actuels, insistant sur l'urgence d'agir pour que l'innovation serve la croissance inclusive. Dans des interviews il déplore la "vague protectionniste" menée par des figures comme Donald Trump, qui érige des barrières tarifaires et freine les échanges d'idées. Pour lui, "plus le marché est grand, plus il y a d'opportunités d'échanger des idées, de transférer des technologies et de stimuler une concurrence saine". La déglobalisation serait un "obstacle à la croissance", car l'innovation prospère dans l'ouverture : les clusters comme la SiliconValleyillustrent comment la mobilité des talents et des connaissances accélère le progrès.

Aghion plaide alors pour des politiques ciblées.D'abord, booster les investissements en R&D : la France et l'Europe doivent doubler leurs dépenses en science pour regagner un leadership technologique. Ensuite, réguler : la destruction créatrice, bien que bénéfique, génère des coûts sociaux – pertes d'emplois, inégalités. Aghion recommande non de protéger les emplois obsolètes, mais les travailleurs via des formations continues et des filets de sécurité, permettant une réallocation fluide vers des secteurs innovants comme les énergies renouvelables.

(A suivre)

(*) Économiste, ancien directeur général au Ministère de l'industrie

TIARET

Plus de 300.000 hectares dédiés à la culture des céréales

La campagne de labours-semailles, récemment lancée dans la wilaya de Tiaret, vise à exploiter plus de 300.000 hectares pour la culture des céréales, a indiqué, mardi, Boualem Mekhaneg, directeur des Services agricoles (DSA) de la wilaya.
Selon la même source, ces superficies comprennent 130.000 hectares consacrés au blé dur, après l'extension des terres qui lui sont dédiées de 2.000 hectares conformément à la politique nationale visant l'autosuffisance en cette culture, 20.000 hectares de blé tendre, 156.000 hectares d'orge et 4.000 hectares d'avoine.
Les trois coopératives des légumes secs et des légumineuses de la wilaya ont, jusqu'à ce jour, mis à disposition 97.800 quintaux de semences traitées de toutes catégories et 21.100 quintaux d'engrais de fond.
De plus, la campagne mobilise 5.746 tracteurs et 3.860 charrues, en plus des semoirs à grains et des épandeurs d'engrais.
Par ailleurs, au moins 178 dossiers déposés auprès de la Banque de l'Agriculture et du Développement rural (BADR) de Tiaret ont été approuvés pour le financement de l'achat de semences et d'engrais dans le cadre du crédit "R'fig", pour un montant total de 106,7 millions de dinars.
Afin d'assurer le succès de la campagne de labours-semailles, une commission de wilaya a été récemment installée sous la supervision du wali de Tiaret, Saïd Khalil. Elle regroupe l'ensemble des acteurs du secteur et a pour mission d'accompagner les agriculteurs et de lever les obstacles auxquels ils pourraient être confrontés.
Des commissions locales ont également été mises en place dans les daïras, en plus de journées de sensibilisation organisées à l'intention des agriculteurs pour les inciter à suivre le parcours technique recommandé, selon M. Mekhaneg.

EL BAYADH

Une récolte de plus de 500.000 quintaux de pommes de terre de saison attendue

La wilaya d'El Bayadh prévoit une récolte dépassant les 500.000 quintaux de pommes de terre de saison, dans le cadre de la campagne de récolte récemment lancée, a indiqué, mardi, la direction des Services agricoles (DSA).

Selon les responsables du service de l'organisation de la production et de l'appui technique, la campagne concerne une superficie totale plantée de plus de 1.500 hectares. A ce jour, plus de 820 hectares ont déjà été récoltés, permettant de cueillir plus de 280.000 quintaux, avec un rendement moyen de 340 quintaux par hectare.
La wilaya a enregistré, cette saison, une hausse de la superficie cultivée par rapport à la saison agricole précédente, où un peu plus de 1.100 hectares avaient été plantés. Le rendement de la saison passée avait varié entre 340 et 350 quintaux par hectare, selon la même source.
La filière pomme de terre connaît une expansion continue, avec une augmentation des superficies à chaque saison agricole. La wilaya attire de nombreux professionnels de cette filière venant de différentes régions du pays, profitant de la disponibilité en eau d'irrigation, du climat favorable de la région, et de la faible incidence des maladies affectant cette culture.
De nombreux agriculteurs de la wilaya ont également bénéficié d'aides agricoles, notamment en matière d'équipements d'irrigation, ce qui a permis d'augmenter les surfaces dédiées à cette culture de grande consommation. De plus, les autorités locales ont lancé plusieurs projets de développement agricole importants, tels que le raccordement au réseau d'électricité agricole, l'ouverture de pistes rurales et la délivrance d'autorisations de forage de puits.
Ces initiatives visent à créer un environnement favorable pour un véritable essor du secteur agricole dans la wilaya, en raison de l'importante superficie de terres fertiles qu'elle possède.
La DSA travaille également à accompagner les professionnels de cette filière, notamment à travers des actions de vulgarisation agricole, un accompagnement technique et l'explication des différentes formes de soutien mises en place par l'Etat, en particulier celles relatives à l'acquisition de matériel d'irrigation.
Par ailleurs, la campagne de plantation des pommes de terre tardives a récemment débuté, avec une superficie prévue de plus de 160 hectares, répartie à travers différentes zones agricoles de la wilaya, selon la même source.

MOSTAGANEM

Près de 120 logements publics locatifs prochainement distribués dans les communes d'Aïn-Tedlès et Sour

La wilaya de Mostaganem prévoit la distribution de 119 logements publics locatifs (LPL) dans les communes d'Aïn -Tedlès et Sour, a indiqué, mardi, un communiqué des services de la wilaya.
Le communiqué précise que la daïra d'Aïn -Tedlès a publié, mardi, la liste nominative provisoire des bénéficiaires de logements publics locatifs, dont 89 unités attribuées à la commune d'Aïn Tedlès et 30 logements à celle de Sour.
Dès la publication des listes, les services de la daïra ont invité les demandeurs de logement souhaitant déposer des recours écrits auprès de la commission de recours de wilaya à le faire dans un délai ne devant pas dépasser huit jours à compter d'aujourd'hui, a fait savoir la même source. Les demandeurs de logement peuvent également présenter leurs réclamations devant la commission de distribution, présidée par le chef de daïra, au niveau de la bibliothèque municipale "chahid Aïssa Mohamed", à Aïn-Tedlès, et du complexe administratif de la commune de Sour, a-t-on ajouté.
Ce nouveau quota de 119 logements vient s'ajouter aux 220 logements publics locatifs, dont la prochaine distribution a été annoncée, il y a deux jours dans les communes de Achaâcha, Khadra et Nekmaria, situées à l'Est de la wilaya, rappelle-t-on.
Les mêmes services avaient déjà indiqué, précédemment, qu'un total de plus de 2.500 logements, toutes formules confondues, sera distribué prochainement dans le cadre des célébrations du 71? anniversaire du déclenchement de la Glorieuse Révolution du 1er Novembre 1954. Ce programme comprend 434 logements publics locatifs, 130 logements promotionnels aidés (LPA), ainsi que plus de 2.000 aides financières destinées à la construction de logements ruraux, selon la même source.
Par ailleurs, au mois de juillet dernier, à l'occasion de la célébration du 63? anniversaire de la Fête de l'Indépendance et de la Jeunesse, plus de 3.000 logements de différentes formules avaient été distribués à travers la wilaya, dont la majorité en milieu rural, dans le but de stabiliser la population et d'améliorer le cadre de vie dans les zones rurales, a-t-on rappelé.

OUM EL BOUAGHI

Raccordement de 660 foyers dans des localités reculées aux réseaux d'électricité et de gaz

Pas moins de 660 foyers situés dans des localités reculées de la wilaya d'Oum El-Bouaghi seront raccordés "prochainement" aux réseaux de distribution de l'électricité et du gaz, a-t-on appris mardi auprès de la direction de l'énergie.
L'enveloppe financière globale mobilisée pour ces opérations, au titre des programmes des zones rurales et du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, dépasse 160 millions DA, a indiqué à l'APS la cheffe du bureau de gaz naturel à la même direction, Khalissa Sayd.
L'opération de raccordement au réseau d'électricité bénéficiera à 74 foyers des mechtas Fedjoudj dans la commune d'Ain Zitoun et 34 foyers de la mechta Mellaha dans la commune de Berriche, selon la même source qui a précisé que le réseau à réaliser au titre de ces deux opérations atteint 24,7 km.
Le raccordement au réseau de gaz concerne, également, 362 foyers de la mechta Roknia à Ain M'lila et 168 foyers à mechta Chaabat Talhi dans la commune d'El Amiria, a ajouté Mme Sayd qui a noté que les deux projets nécessiteront la pose de 68,6 km de canalisations

SOUK AHRAS

Octroi de 26 autorisations de fonçage de puits depuis début 2025

La direction de l'hydraulique de la wilaya de Souk Ahras a accordé depuis le début de l'année en cours 26 autorisations pour le fonçage de puits destinés à l'irrigation agricole ou à des usages polyvalents, a-t-on appris mardi auprès de cette direction.
Dans une déclaration à l'APS, Mme Leïla Merzougui, ingénieur principal au service de mobilisation des ressources en eau de cette direction, a précisé qu'il s'agit de 19 autorisations pour forages d'irrigation des cultures intensives exploités par des agriculteurs et investisseurs agricoles activant dans plusieurs communes et de 5 autorisations accordées à la Société chinoise chargée, en partenariat avec des sociétés nationales, de la réalisation du tronçon de la voie ferroviaire minière Est pour couvrir les besoins en eau des bases de vie de la société dans la wilaya.
Deux autres autorisations, a-t-elle ajouté, ont été accordées à des opérateurs économiques activant dans le domaine de l'embouteillage de l'eau dans le cadre de l'encouragement de l'investissement dans le secteur hydraulique et l'équilibre entre l'exploitation économique et la préservation des ressources en eau.
Depuis janvier 2025, pas moins de 48 demandes d'autorisation de fonçage de puits ont été examinées, selon la même source qui a souligné que l'aval a été accordé aux dossiers remplissant les conditions légales et administratives requises, outre la condition de disponibilité de ressources en eau dans les zones ciblées, a ajouté la même source.
La direction de l'hydraulique de la wilaya de Souk Ahras a délivré au cours des quatre dernières années (2021-2025) un total de 217 autorisations de fonçage de puits à usage agricole ou pour usages polyvalents, reflétant l'accroissement du soutien aux projets et à la consolidation des performances des services assurés dans les divers secteurs, selon la même source.

Comment provoquer le miracle de l'investissement indispensable aux économies en développement pour créer des emplois

Les économies en développement sont aujourd'hui victimes d'un déficit d'investissement d'une ampleur historique (a). Or, la réalisation des objectifs de développement, même les plus modestes, nécessitera un effort d'investissement considérable, équivalent à environ 5 % du produit intérieur brut (PIB) mondial par an. Pour les pays à faible revenu, le déficit de financement est d'environ 8 % du PIB par an, un niveau exorbitant qui se chiffre en milliers de milliards de dollars pour la prochaine décennie.

Par INDERMIT GILL et AYHAN KOSE

Alors que les besoins de développement ont explosé, l'investissement s'est essoufflé. Depuis la crise financière mondiale de 2008-2009, la progression de l'investissement dans les économies de marché émergentes et en développement (EMDE) a ralenti jusqu'à s'établir à la moitié environ du rythme des années 2000 (figure 1). La croissance de l'investissement privé, en particulier, a diminué de moitié : de taux à deux chiffres dans les années 2000, elle est tombée à moins de 7 % dans les années 2010. Les flux d'investissements directs étrangers (IDE), source essentielle de capital, de technologie et de savoir-faire managérial, se sont également tassés et n'ont concerné qu'une poignée de pays.

Cette opposition entre des besoins grandissants et des ressources qui s'amenuisent constitue le principal problème auquel font face les pays en développement aujourd'hui. Sans une nouvelle vague de formation de capital, les EMDE ne seront pas en mesure de générer une croissance durable, de créer suffisamment d'emplois et d'atteindre des objectifs de développement, même limités.

Toutefois, une nouvelle étude de la Banque mondiale montre qu'un miracle de l'investissement peut se produire. Il s'agit de notre évaluation la plus complète de l'investissement dans les pays en développement, elle rassemble les preuves et les idées nécessaires pour contribuer à faire de ce miracle une réalité.

Selon notre analyse, au cours des sept dernières décennies, 115 « accélérations de l'investissement » — des épisodes de croissance rapide et soutenue de l'investissement — se sont produites dans 59 EMDE. Ces périodes ont fait passer la croissance de l'investissement d'une moyenne de 3 % à plus de 10 % par an. Elles ont doublé la croissance du PIB par habitant, quadruplé la hausse de la productivité et alimenté une réorientation structurelle de l'agriculture vers l'industrie manufacturière et les services à plus forte productivité. La progression des exportations a été fulgurante, les entrées d'IDE se sont multipliées et la pauvreté a rapidement reculé. En d'autres termes, ces accélérations ont transformé les économies.

Néanmoins, depuis le début du siècle, ces épisodes sont devenus plus rares. Dans les années 2000, près de la moitié des EMDE ont connu une accélération, mais elles n'ont été que moins d'une sur quatre dans les années 2010. Cette diminution reflète des conditions mondiales moins favorables, notamment le ralentissement du commerce, la volatilité des prix des produits de base et une plus grande fragmentation financière, ainsi que l'essoufflement des réformes politiques nationales.

La nécessité d'un investissement plus soutenu

En quoi l'investissement est-il si important ? Tout d'abord, il est le fondement de la croissance à long terme : dans les EMDE, l'investissement représente plus de la moitié de la croissance potentielle depuis 2000. Ensuite, c'est le moteur de la création d'emplois. L'investissement entraîne une réaffectation de la main-d'œuvre de l'agriculture vers des secteurs plus productifs, ce qui augmente à la fois les taux d'emploi et la qualité de l'emploi. En période d'accélération, la création d'emploi augmente régulièrement, en particulier dans l'industrie manufacturière et les services.

Enfin, l'investissement est nécessaire pour répondre aux besoins de développement les plus élémentaires. Plus de 600 millions de personnes vivent toujours sans électricité, un quart de la population mondiale n'a pas accès à l'eau potable et l'infrastructure numérique reste rudimentaire dans de nombreuses EMDE. Pour combler ces lacunes, il faut investir durablement dans les infrastructures, le climat, l'énergie, l'éducation, la santé et la technologie.

De nombreux obstacles à surmonter

Les arguments en faveur d'une progression de l'investissement sont incontestables, mais les obstacles sont tout aussi redoutables. Sur le plan intérieur, de nombreuses EMDE sont aux prises avec une faible marge de manœuvre budgétaire, des institutions gouvernementales fragiles, des systèmes financiers peu développés et une grande incertitude politique. Au cours des vingt dernières années, l'investissement public a été miné par des niveaux d'endettement élevés et des réductions de dépenses consécutives à des crises financières et autres. L'investissement privé a été découragé par le flou politique, la médiocre exécution des contrats, l'accès limité au financement et les goulets d'étranglement au niveau des infrastructures.

Dans le monde entier, le recul de l'intégration commerciale et financière, la prolifération des restrictions sur les flux d'investissement et les tensions géopolitiques accrues ont augmenté les risques et réduit les opportunités. La fragmentation coupe des canaux tels que le commerce, le transfert de technologie ou les capitaux transfrontaliers qui ont soutenu l'accélération de l'investissement par le passé.

Des réformes globales pour stimuler les investissements

L'histoire montre que, même lorsque la conjoncture économique mondiale est difficile, le bon dosage des politiques nationales peut déclencher le miracle de l'investissement. Les accélérations efficaces sont rarement le fruit de réformes isolées : elles résultent de programmes globaux qui stabilisent la macroéconomie, élargissent l'ouverture aux échanges et renforcent les institutions. Nos recherches soulignent le pouvoir de ces programmes.

Les principales réformes structurelles dans les EMDE — comme l'intégration commerciale et financière et les réformes des marchés des produits — stimulent séparément l'investissement privé d'environ 1 à 2 % en cumul sur une période de trois ans, alors que leur mise en œuvre conjointe en démultiplie les effets. En effet, une telle combinaison de réformes, qui renforce les liens commerciaux et financiers et améliore le fonctionnement des marchés des produits, augmente la probabilité d'une accélération de l'investissement privé de plus de 10 points de pourcentage .

De même, le gain de croissance de l'investissement public est environ 50 % plus élevé dans les pays disposant d'une importante marge de manœuvre budgétaire et affichant une grande efficacité en matière d'investissement. Les IDE stimulent près de trois fois plus la croissance dans les pays dotés d'institutions solides, d'un meilleur capital humain et de liens commerciaux plus étroits. Ces complémentarités mettent en évidence une constatation essentielle : des réformes coordonnées peuvent déclencher une vague d'avantages économiques nationaux.

Pour les EMDE, les priorités politiques qui découlent de ces conclusions sont claires :

- améliorer le climat d'investissement en rétablissant la stabilité macroéconomique et en restaurant les marges de manœuvre budgétaires ;
- accroître l'efficacité des investissements publics en améliorant la sélection, l'exécution et l'évaluation des projets ;
- mettre en œuvre des réformes structurelles qui réduisent l'incertitude politique, intègrent les marchés à l'économie mondiale et renforcent l'accès au financement.

Cependant, à elle seule, la politique intérieure ne suffira pas dans le cas d'une petite économie, ce qui est le cas de la plupart des EMDE. À l'échelle mondiale, il est tout aussi essentiel de renouveler l'engagement en faveur d'un système de commerce et d'investissement prévisible et fondé sur des règles. Il en va de même pour le renforcement du soutien financier international, en particulier pour les pays à faible revenu, au moyen de financements concessionnels, de garanties et d'une assistance technique.

Les enjeux ne pourraient être plus importants. Sans une relance de l'investissement, les économies émergentes et en développement risquent de subir une longue période de stagnation, une convergence plus lente avec les pays avancés et de ne pas atteindre les objectifs de développement. Grâce à une telle relance au contraire, elles peuvent accélérer la croissance, créer des emplois, réduire la pauvreté et renforcer leur résilience aux chocs financiers, économiques et climatiques.

Les décideurs politiques du monde entier disposent des outils nécessaires pour provoquer de nouveaux miracles de l'investissement. Les EMDE l'ont déjà fait, et elles peuvent le refaire. En tirant les leçons des accélérations passées, en mettant en œuvre des programmes de réformes globaux et en mobilisant les ressources nationales et mondiales, ces pays peuvent relever les défis colossaux de notre époque.

Source : Blog Banque mondiale, publié le 19 SEPTEMBRE 2025

LIBYE

Tripoli veut porter sa production pétrolière à 1,6 million b/j d'ici 2026

Malgré un contexte politique fragile, marqué par la division du pays entre deux gouvernements concurrents, la Libye cherche à accroître le plateau de sa production d'or noir, principale source de recettes pour le pays.
La Libye vise une augmentation de sa production de pétrole brut à 1,6 million de barils par jour d'ici la fin de l'année 2026, indiquent des informations rapportées lundi 20 octobre par la presse locale. Selon la Nationale Oil Corporation (NOC), la production actuelle d'huile s'établit autour de 1,38 million b/j.
Cette perspective s'inscrit dans un plan global de relance du secteur, soutenu par des investissements évalués entre 3 et 4 milliards de dollars destinés à moderniser les infrastructures et à restaurer les capacités existantes.
Ce développement arrive alors que, selon les médias libyens, les autorités ont engagé des consultations et accords avec de grandes compagnies pétrolières internationales, notamment ExxonMobil et Chevron. Ces discussions portent sur le développement de nouveaux blocs onshores et offshores et sur l'optimisation de certains champs en production. Parallèlement, la Libye a annoncé son premier appel d'offres pétrolier en 17 ans, une étape considérée comme un signal de réouverture du pays aux investissements étrangers, d'après la presse internationale.
Les hydrocarbures demeurent la principale source de revenus de la Libye. D'après la fiche pays Coface 2024, les hydrocarbures représentent environ 90 % des recettes budgétaires et 95 % de la valeur des exportations. Des niveaux confirmés par la communication récente de la Banque centrale qui souligne le poids des revenus pétroliers en 2025.
Selon des données de l'US Energy Information Administration publiées en décembre 2024, la Libye dispose d'environ 48 milliards de barils de réserves prouvées de pétrole, les plus importants d'Afrique.
Atteindre le seuil de 1,6 million b/j d'ici fin 2026, son niveau d'avant la crise qui secoue le pays depuis 2011, suppose de maintenir la stabilité politique et sécuritaire et de garantir un cadre réglementaire attractif pour les partenaires internationaux.

LA CULTURE MARAÎCHÈRE DANS LE TRARZA EN MAURITANIE

Des mesures efficaces pour atteindre l'autosuffisance

La culture maraîchère dans la wilaya du Trarza représente l'un des principaux objectifs économiques et de développement que l'État mauritanien s'efforce d'atteindre en améliorant ses performances et en augmentant sa rentabilité. Ainsi les pouvoirs publics ont soutenu les producteurs de cette filière par tous les moyens nécessaires ; ils ont doublé les surfaces agricoles qui leur sont affectées afin d'augmenter la productivité et d'atteindre l'autosuffisance nationale dans ce domaine.

Dans un entretien avec l'Agence mauritanienne d'information, le coordinateur régional des producteurs de légumes « horticulture », au niveau de la wilaya du Trarza, M. Mohamed Ould Moro, a précisé que la coordination a été créée en 2015 avec le soutien de l'État mauritanien en raison du besoin urgent d'organiser ce secteur et de contribuer sérieusement à l'augmentation de la productivité en matière de légumes afin d'atteindre l'autosuffisance en ces denrées dont les citoyens ont besoin.
Il a ajouté que depuis sa création, cette organisation a obtenu, en un temps record, des résultats appréciables qui ont dépassé les attentes en permettant de cultiver près de 200 hectares dès ses débuts, pour atteindre entre 6 700 et 6 800 hectares lors de la dernière campagne, un chiffre record obtenu grâce aux efforts des agriculteurs eux- mêmes et au soutien direct de l'État mauritanien.
M. Mohamed Ould Moro a souligné que la coordination exporte 400 tonnes par jour de différents types de légumes pendant la saison des récoltes, indiquant que la situation de la culture maraîchère au niveau de la wilaya s'est améliorée récemment grâce aux efforts individuels et collectifs des agriculteurs et au soutien de l'État en matière de matériel horticole et d'accompagnement technique à différentes étapes de la culture.
Il a relevé que le soutien gouvernemental à la culture maraîchère reste insuffisant malgré les efforts considérables déployés pour fournir des semences et des engrais et distribuer les équipements nécessaires à la remise en état des terres aux coopératives agricoles, et demandé la mise en place de points focaux pour la commercialisation des produits.
Le coordinateur a déclaré que les autorités administratives de la wilaya étaient tout à fait disposées à lever tous les obstacles et œuvraient avec transparence et intégrité à acheminer toute l'aide fournie par les départements ministériels aux agriculteurs, afin d'accompagner l'agriculture locale et d'atteindre les résultats escomptés.
Il a souligné que les variétés cultivées pendant la campagne hivernale ont un rendement financier considérable, ce qui constitue un succès dans ce domaine, tout en précisant que pour certains produits agricoles, notamment les légumes, l'approvisionnement doit encore être assuré tout au long de l'année.
Il a expliqué que les horticulteurs maraîchers de la wilaya ont été l'objet de pressions constantes pour les terres arables de la part de certains particuliers qui louent l'hectare à 100 000 anciennes ouguiyas au lieu de 10 ou 20 000 anciennes ouguiyas auparavant, ce qui a créé une spéculation avec des répercussions négatives sur les agriculteurs victimes de cette opération qui ne sert pas leurs intérêts.
Le coordinateur régional des producteurs maraichers a demandé aux autorités supérieures de mettre à la disposition des agriculteurs qui n'ont pas les moyens financiers des terres agricoles en location pour 10 000 hectares, ce qui, selon lui, ne manquerait pas d'avoir des résultats satisfaisants en termes d'autosuffisance nationale pour tous les types de légumes.

ÉGYPTE

Le Caire modernise ses procédures d'exportation

L'Égypte amorce une nouvelle étape de la modernisation de ses ports avec un ambitieux projet d'exportation intelligente. Entre unités de dédouanement avancées, digitalisation et IA, le pays cherche à fluidifier les échanges, réduire les coûts et renforcer la compétitivité de ses produits à l'international.
Le gouvernement égyptien a lancé un projet de modernisation des procédures d'exportation dans les ports et aux frontières du pays, dans le but de fluidifier les échanges et de booster la compétitivité des produits locaux à l'international.
L'initiative prévoit la mise en place d'unités d'inspection avancées et de dédouanement modulables, conçues pour soutenir la croissance des volumes exportés et réduire les frictions administratives qui freinent souvent les opérateurs.
Selon les ministres des Finances, Ahmed Kouchouk, et le ministre de l'Investissement et du Commerce extérieur, Hassan El-Khatib, cette politique s'inspire des centres logistiques d'importation déjà en place, avec pour objectif de créer un véritable écosystème intégré, aligné sur les normes internationales. Dans ce cadre, l'État a mobilisé 45 milliards de livres égyptiennes (environ 947 millions USD) dans le budget actuel pour soutenir les exportateurs et renforcer leur compétitivité.
La révolution numérique, également prévue comme un des axes clés du programme, prévoit de repenser et d'accélérer les procédures d'exportation grâce à l'intelligence artificielle, dans la perspective de réduire les coûts et d'optimiser les flux de documentation. La plateforme Nafeza, qui connecte désormais 130 sites douaniers et 35 entités gouvernementales, jouera un rôle central en simplifiant les démarches et en améliorant la fluidité des échanges.
Avec ce projet, l'Égypte ambitionne ne veut pas se contenter d'investir dans la modernisation de ses ports, mais aussi transformer ses chaînes d'exportation en un système plus rapide, plus intelligent et plus compétitif, capable de répondre aux exigences du commerce international et de soutenir durablement sa croissance économique.

QATAR

Qatar airways s'envole vers la mer rouge en Arabie saoudite

Qatar Airways a inauguré le 21 octobre 2025 sa nouvelle liaison directe vers la Mer Rouge, en Arabie saoudite. Avec trois vols hebdomadaires non-stop entre Doha et l'aéroport international The Red Sea (RSI), la compagnie qatari renforce sa présence dans un marché stratégique et offre un accès privilégié à une destination touristique de luxe émergente, portée par la Vision 2030 saoudienne.
Qatar Airways a officiellement lancé ses opérations vers le Mer Rouge, sur la côte ouest de l'Arabie saoudite, avec trois vols hebdomadaires directs depuis son hub de Hamad International Airport à Doha. Cette route inaugurale, qui fait de 'The Red Sea' la 12e destination desservie par Qatar Airways en Arabie saoudite, s'inscrit dans la stratégie de la compagnie d'accroître la connectivité dans le Royaume, où elle exploite déjà plus de 130 vols hebdomadaires vers douze villes saoudiennes.
The read Sea », la Mer Rouge est un projet touristique ambitieux qui vise à devenir une référence mondiale du tourisme de luxe et durable. L'aéroport international RSI, conçu par Foster + Partners, est une prouesse architecturale fonctionnant intégralement à l'énergie renouvelable grâce à plus de 760 000 panneaux solaires. La destination prévoit un million de passagers annuels d'ici 2030, offrant aux visiteurs un accès direct à des paysages naturels exceptionnels et à la culture locale saoudienne.
Avec cette nouvelle ligne, Qatar Airways ajoute une plaque tournante stratégique à son réseau mondial de plus de 170 destinations. La compagnie facilite ainsi les connexions internationales avec The Red Sea, desservant les voyageurs venant d'Afrique, d'Asie, des Amériques et d'Europe via Doha.
Cette nouvelle liaison, qui témoigne des liens étroits entre nos deux pays, offre aux voyageurs un accès fluide et haut de gamme à l'une des destinations émergentes du Moyen-Orient à bord de la meilleure compagnie aérienne du monde», a déclaré Badr Mohammed Al-Meer, CEO de Qatar Airways.

GHANA

Accra mise sur un partenaire brésilien pour développer la nutrition animale

Au Ghana, le sous-secteur de l'élevage contribue à hauteur de 8 % au PIB du secteur agricole. Le pays dépend fortement des importations pour ses besoins en viandes, notamment en ce qui concerne la volaille.

Le Ghana à travers son ambassade au Brésil a entamé des pourparlers avec l'entreprise brésilienne Nutroeste Nutrição Animal, spécialisée dans la fabrication d'aliments pour animaux, en vue de renforcer son industrie locale.
Dans un communiqué publié le mercredi 15 octobre dernier, Nii Amasah Namoale, ambassadeur du Ghana près du Brésil, indique en effet que l'objectif du partenariat envisagé est de moderniser la production animale grâce à l'expertise brésilienne en matière de nutrition, en vue d'améliorer la productivité et la rentabilité des élevages locaux.
Les interventions prévues dans le cadre de ce partenariat porteront notamment sur la formation de techniciens et d'éleveurs ghanéens, le transfert de technologies liées à la formulation d'aliments pour bétail, ainsi que le développement de systèmes d'élevage plus durables et respectueux de l'environnement.
« Cette initiative s'inscrit dans une stratégie plus large du gouvernement ghanéen visant à attirer des investissements étrangers dans le secteur de l'élevage », souligne le communiqué. Au Ghana, la problématique de l'alimentation animale n'est pas nouvelle et s'accompagne de plusieurs défis.
Dans l'aviculture, par exemple, la difficulté d'accès aux aliments pour animaux est identifiée comme l'un des principaux facteurs qui limitent la production locale de viande de poulet.
En effet, la production de poulets de chair est devenue plus coûteuse au Ghana depuis près de cinq ans, avec les coûts de l'alimentation animale qui ont explosé, aussi bien pour les producteurs qui fabriquent leurs propres rations que pour les manufacturiers.
Ainsi selon les données de l'USDA consultées par l'Agence Ecofin, le sac de 50 kg de maïs a vu son tarif quintupler depuis 2019, passant à 227 cedis en 2023 tandis que les tarifs pour les mêmes quantités de provendes démarrage, finition et de tourteau de soja ont plus que triplé sur la même période.
En conséquence, les importations de poulets ont fortement augmenté au cours de la dernière décennie, grâce à des prix plus bas, comparativement à l'offre locale. En 2024 par exemple, le Ghana a importé près de 270 000 tonnes de viandes de poulet soit à peu près 80 % de ses besoins de consommation évalués à 340 000 tonnes par l'USDA.
Il faut attendre les prochains développements pour voir si le partenariat envisagé avec Nutroeste Nutrição Animal, se traduira par des actions concrètes en faveur de l'industrie locale des aliments pour animaux au Ghana.

OUGANDA

Le pays veut emprunter environ 2,5 milliards $ auprès d'institutions internationales

Ces financements qui seront contractés auprès de la Banque mondiale, de Citibank et de la Standard Chartered Bank, visent à soutenir des projets critiques dans les secteurs de l'énergie, des transports et de l'agriculture.
L'Ouganda s'apprête à engager une série d'emprunts auprès d'institutions internationales et de banques commerciales afin de financer plusieurs projets structurants dans les domaines de l'agriculture, des infrastructures routières et de l'énergie. Représentant un montant cumulé d'environ 2,5 milliards de dollars, l'initiative a été soumise au Parlement ougandais le lundi 20 octobre 2025.
De manière détaillée, il s'agit de 1,341 milliard de dollars sollicités auprès de l'Association internationale de développement, membre du Groupe de la Banque mondiale, accompagné d'une subvention de 328 millions de dollars, afin de financer divers programmes de développement et renforcer les services publics.
Également, environ 422,4 millions d'euros (491 millions $) ont été sollicités auprès de Citibank pour améliorer la productivité agricole et construire de nouvelles routes reliant Jinja, Kamuli et Bukungu. Parallèlement, près de 460 millions d'euros sont demandés à Standard Chartered Bank pour financer la ligne électrique Karuma–Tororo, plusieurs sous-stations et les routes pétrolières stratégiques du pays.
Si le Parlement approuve ces propositions, elles devraient permettre de renforcer les infrastructures essentielles du pays et de soutenir les objectifs du plan national de développement.
Cependant, elles devraient également contribuer à aggraver le niveau d'endettement de l'Ouganda. En effet, la dette publique du pays a connu une hausse de 26,2 %, atteignant 32,3 milliards de dollars pour l'exercice 2024/2025, contre l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuée à un recours accru aux emprunts intérieurs, nécessaires pour répondre aux besoins de financement du gouvernement, selon les données du ministère des Finances.

AFRIQUE DU SUD

Kinetiko valide des tests concluants pour son projet pilote de GNL

Kinetiko mène depuis plusieurs mois des activités de recherche de gaz dans la province sud-africaine de Mpumalanga. Dans le cadre de ses opérations, la compagnie a obtenu un financement de 2,2 millions de dollars en juin 2024 pour soutenir ses programmes d'exploration.
La compagnie australienne Kinetiko Energy a franchi une étape clé dans la préparation de son projet pilote de gaz naturel liquéfié (GNL) en Afrique du Sud. Elle a annoncé le succès des essais prolongés de production menés sur deux puits du permis ER271, situés dans la province de Mpumalanga.
Ces essais ont livré des débits supérieurs au seuil de viabilité économique de 50 millions de pieds cubes par jour, fixé en 2023 par le cabinet indépendant Sproule B.V. Selon le communiqué publié le lundi 20 octobre 2025, les résultats obtenus renforcent la crédibilité technique du programme et confirment la qualité du gaz extrait.
Les tests ont concerné les puits 271-KA03PT10 et 271-KA03PT06. Le premier a produit environ 3 522 millions de pieds cubes de gaz au cours d'une période de 40 jours, soit un débit moyen de 91 millions de pieds cubes par jour. Le second a atteint 4 432 millions de pieds cubes en 27 jours, correspondant à un débit moyen de 164 millions de pieds cubes par jour. Kinetiko précise que la teneur en méthane dépasse 98,5 % dans les deux cas.
Ces essais s'inscrivent dans la mise en œuvre d'un projet pilote de liquéfaction du gaz à petite échelle. L'objectif de Kinetiko est de démontrer la faisabilité technique et la consistance de la production sur le périmètre de Brakfontein avant toute décision d'investissement élargie. Les données recueillies serviront ainsi à affiner les paramètres techniques et économiques du projet pilote, notamment pour la conception des installations et la planification du développement futur.
Kinetiko poursuit le suivi des puits afin d'affiner la compréhension du comportement des réservoirs et d'évaluer la stabilité des débits. Ce programme vise à démontrer la capacité du gaz extrait à être produit et liquéfié localement, afin de soutenir un modèle de valorisation à petite échelle et de réduire la dépendance aux sources énergétiques importées.

TANZANIE

L'adoption des services télécoms en hausse au premier trimestre 2025/2026

L'adoption des services télécoms se poursuit en Afrique dans un contexte de transformation numérique. En Tanzanie, par exemple, la GSMA prédit 11 millions de nouveaux abonnés à l'Internet mobile sur la période 2023-2030, ce qui en fait le 5e pays à la croissance la plus forte sur cette période.
Le nombre d'abonnements à Internet en Tanzanie a augmenté de 4,1 % pour atteindre 56,3 millions au premier trimestre de l'année financière 2025/2026, clos en septembre. C'est ce qu'indiquent les données publiées par l'Autorité tanzanienne de régulation des communications (TCRA) dans son dernier rapport trimestriel sur les statistiques des communications.
Le rapport indique que le taux de pénétration d'Internet a atteint 82,6 %, contre 79 % auparavant. Cette progression s'explique par l'expansion des réseaux 4G et l'émergence de la 5G, notamment dans les centres urbains comme Dar es Salaam et Mwanza. La couverture de la population par la 5G s'établit désormais à 28,9 %, tandis que la 4G et la 3G couvrent respectivement 94,2 % et 93,8 % de la population. Le haut débit mobile représente désormais plus de 99 % des connexions Internet dans le pays.
Le nombre d'abonnements actifs aux services télécoms a également fortement progressé, en hausse de 7,1 % pour atteindre 99,3 millions. Vodacom domine le marché avec 31,5 % de parts de marché, suivi de Yas (28,2 %) et Airtel (21,9 %). Le trafic vocal national a atteint 47,4 milliards de minutes, soit une augmentation trimestrielle de 9,5 %. L'utilisation des services de mobile money reste un autre moteur de croissance. Les abonnements ont progressé de 5,3 % pour atteindre 71,7 millions, tandis que le nombre de transactions trimestrielles a dépassé 5,27 milliards.

CAP-VERT

Progression de 4,9% de l'économie au premier semestre 2025

L'économie du Cap-Vert a progressé de 4,9% au premier semestre de 2025, a annoncé mardi l'Institut national de la statistique (INE).
Les recettes fiscales arrêtées à 31,4 milliards d'escudos (285 millions d'euros), soit une augmentation de 15,6% par rapport au premier semestre de 2024, ont contribué à l'embellie économique, a ajouté l'INE. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) a enregistré la plus forte croissance en valeur absolue (11,6 millions d'euros) au moment où la taxe sur le tabac connaissait sa plus forte hausse (163%).
Les taxes sur les biens et services, comme la TVA, représentent 51% des recettes fiscales de l'archipel, suivies des impôts sur le revenu, qui représentent environ un quart du total et ont également enregistré une croissance notable (entre 20% et 28%).

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales prudentes face aux tensions commerciales, l'or se stabilise

Les Bourses mondiales évoluent avec prudence mercredi, les investisseurs marquant le pas face au ton plus prudent de Donald Trump sur un accord commercial avec la Chine, en pleine saison de résultats d'entreprises.

Dans les premiers échanges en Europe, la Bourse de Paris perdait 0,45% au lendemain de records en séance comme en clôture, Francfort cédait 0,07% et Milan 0,35%. Seule Londres gagnait 0,65%. À la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei a terminé à l'équilibre (-0,02%). L'indice hongkongais Hang Seng lâchait 0,96% dans les derniers échanges, quand Shenzhen a cédé 0,59% et Shanghai 0,05%. Les marchés «asiatiques ont été marqués par des prises de bénéfices et par de fortes phases de consolidation», note Andreas Lipkow, analyste indépendant.

Le président Donald Trump a affirmé mardi s'attendre à conclure un «bon» accord commercial avec Pékin lors d'un sommet des pays de l'Asie-Pacifique la semaine prochaine, mais a averti que la rencontre prévue avec son homologue chinois Xi Jinping pourrait ne pas se produire. «On aura un accord juste, et je pense que ce sera une rencontre très réussie. C'est certain que beaucoup de gens l'attendent», a déclaré Donald Trump devant un parterre de sénateurs républicains à la Maison Blanche. Mais il a ensuite ajouté: «Peut-être que ça ne va pas se produire». «La remarque désinvolte de Trump (...) au sujet des discussions avec Pékin a insufflé juste assez d'incertitude pour rendre les investisseurs prudents, sans provoquer de panique», relève Stephen Innes, gérant de SPI AM. Pour l'analyste, il s'agit d'une «pointe d'hésitation plutôt qu'une véritable crainte», un «brouillard géopolitique qui trouble les convictions sans éteindre l'appétit pour le risque».

Salve de résultats

Les investisseurs se focalisent également sur une nouvelle salve de résultats d'entreprises, aux États-Unis comme en Europe. Netflix a dégagé un bénéfice de 2,5 milliards de dollars au troisième trimestre, très en dessous des attentes en raison d'un litige fiscal au Brésil, mais continue de voir son chiffre d'affaires progresser, notamment grâce à l'essor de ses revenus publicitaires. Le marché attend désormais les résultats au troisième trimestre de Tesla.

À Paris, l'action L'Oréal perdait 6,02% vers 07h40 GMT au lendemain de la publication de ses résultats au troisième trimestre, en dessous des attentes des analystes malgré des ventes en légère hausse. Le groupe français de luxe Hermès a publié mercredi un chiffre d'affaires en hausse de 5% à 3,9 milliards d'euros, «en légère amélioration par rapport au second trimestre en Europe, en Amérique et en Asie», mais le titre s'affichait en baisse de 2,67% sur la Bourse de Paris. À Amsterdam, le titre du brasseur néerlandais Heineken prenait 1,71% après avoir annoncé mercredi une baisse de ses ventes de bière au troisième trimestre, plombées par un fort recul en Europe et en Amérique. À Francfort enfin, l'équipementier sportif allemand Adidas reculait de 1,67% malgré des recommandations d'achat sur le titre par Deutsche Bank et Metzler, après avoir révisé à la hausse mardi soir ses prévisions pour 2025, porté par la forte demande persistante pour ses baskets rétro (Samba, Gazelle,...) et le succès des mesures prises afin d'atténuer les conséquences des droits de douane américains.

L'or poursuit sa baisse

L'once d'or se stabilisait à 4142 dollars vers 07h40 GMT, après avoir chuté jusqu'à quasiment 4000 dollars l'once dans les échanges asiatiques. La veille, le métal précieux a chuté d'environ 5,30%, s'éloignant de son sommet historique atteint lundi, à 4381,52 dollars l'once. Ce «recul a été déclenché par l'espoir d'un apaisement des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, ainsi que par un rebond du dollar américain», estime Ipek Ozkardeskaya, de Swissquote.Le métal précieux reste en forte hausse de 57% environ depuis le début de l'année. «L'or reste l'actif refuge privilégié des investisseurs mondiaux - qu'ils soient particuliers, institutionnels ou banques centrales - face aux inquiétudes sur la dette souveraine, les tensions commerciales et géopolitiques, et l'inflation : des réalités désormais bien ancrées. Cela ne changera pas du jour au lendemain», ajoute l'analyste de Swissquote.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 21 Octobre 2025
Valeur : 23 Octobre 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	130.0296	130.0446
1	EUR	EURO	151.1464	151.1768
1	GBP	POUND STERLING	174.0225	174.1358
100	JPY	JAPANESE YEN	85.8281	85.8664
1	CNY	CHINESE YUAN	18.2700	18.2726
1	CHF	SWISS FRANC	163.8891	163.9700
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	92.4754	92.4926
1	DKK	DANISH KRONE	20.2368	20.2410
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.8069	13.8109
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.9113	12.9155
1	AED	UAE DIRHAM	35.4005	35.4065
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.6699	34.6758
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.6558	424.8435
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.1503	44.5940
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.1581	14.1598
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.9034	24.0263
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2565	3.2666
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.5883	177.5883

BOURSE ZURICH

Les géants alourdissent le SMI

La Bourse suisse a enregistré des échanges en rouge mercredi dans la matinée, assortis avec sa clôture de la veille. Les poids lourds de la cote tiraient le SMI vers le bas. Les marchés boursiers européens allaient à reculons, Paris perdait 0,45%, Francfort 0,07%, Milan 0,35%, tandis que Londres gagnait 0,65%. "Les investisseurs évaluant les développements économiques et géopolitiques dans la région", estimait la plateforme Trading Economics.

Outre-Atlantique, "il est loin d'être certain que les tensions s'apaiseront, ni cette semaine ni probablement toute la durée du mandat de Donald Trump, et le rebond du dollar américain pourrait être inversé par les attentes persistantes d'une politique accommodante de la Réserve fédérale américaine (Fed)", soulignait Ipek Ozkardeskaya de chez Swissquote.

La Bourse de New York a terminé en hausse vendredi. Le Dow Jones a gagné 0,47%, l'indice Nasdaq a perdu 0,16% et l'indice élargi S&P 500 est resté à l'équilibre 0,00%.

Au Royaume-Uni, l'inflation est restée stable en septembre à 3,8% sur un an, a annoncé mercredi l'Office national des statistiques (ONS), un niveau toujours élevé qui maintient la pression sur le gouvernement travailliste à l'approche du budget.

Vers 10h10, le Swiss Market Index (SMI) lâchait 0,40% à 12',572,17 points, Le Swiss Leader Index (SLI) 0,37% à 2033,26 points, et le Swiss Performance Index (SPI) 0,39% à 17'292,69 points. Sur les trente valeurs vedettes, dix s'affichaient en vert et vingt en rouge.

La première place revenait à Zurich Insurance (+0,3%), suivi d'Alcon (+0,2%) et Swiss Re (+0,1).

Nestlé (-1,6%) était lanterne rouge, avec Givaudan (-1,1%) ou encore Richemont (-1,0%). Pour les autres poids lourds, le bon Roche lâchait 0,07% tandis que Novartis prenait 0,1%.

Sur le marché élargi, le constructeur de métiers à tisser Rieter (-1,8%) a vu ses recettes continuer de dégringoler sur neuf mois. Le groupe winterthourois revoit la baisse son chiffre d'affaires pour l'ensemble de l'année.

Le fabricant zurichois de puces U-blox (inchangé) a renforcé sa rentabilité, bien que restant dans le rouge entre janvier et septembre. L'entreprise s'attend à des conditions de marché difficiles à court terme mais reste optimiste.

PARIS

Indice sous pression après les décrochages de L'Oréal et Hermès

La Bourse de Paris cède près de 0,6% ce matin, autour des 8210 points. L'indice parisien est notamment pénalisé par le repli de L'Oréal, qui lâche plus de 6% après des résultats décevants. Le géant de la cosmétique a publié hier soir un chiffre d'affaires de 32,80 milliards d'euros sur les neuf premiers mois, en hausse de 1,2% en publié. UBS pointe un 3e trimestre 'légèrement en deçà des attentes', ainsi que des résultats décevants en Amérique du Nord.

Hermès est aussi en berne et cède 4,5% malgré un 3e trimestre en vert, tiré par la maroquinerie et le retour de la croissance en Asie-Pacifique.

Les ventes sont ressorties en hausse de 4,8% en données publiées à 3,88 milliards d'euros, et en croissance de 9,6% à taux de change constants. Malgré ces bons chiffres, le marché attendait mieux après la forte hausse de LVMH la semaine dernière.

La séance sera encore ponctuée par la publication de nombreux trimestriels des deux côtés de l'Atlantique. Le démarrage de la saison des résultats n'a toutefois pas fait dérailler la trajectoire ascendante des indices boursiers mondiaux, qui évoluent quasiment tous à des pics historiques.

La sérénité actuellement affichée par les investisseurs peut avoir de quoi surprendre, ceux-ci témoignant d'un appétit réel pour les actifs risqués en dépit des nombreuses menaces qui pèsent sur l'économie mondiale, et qui sont loin d'avoir disparu.

Le regain d'attrait constaté sur les marchés d'actions s'explique par l'espoir d'un apaisement commercial entre les États-Unis et la Chine, et par la perspective d'une politique monétaire plus accommodante aux États-Unis, des éléments qui ont contribué à faire monter lentement mais sûrement des marchés affichant une attitude plutôt tranquille.

Le récent sursaut de la volatilité, qui s'est accompagné d'une envolée de l'or et d'un regain d'intérêt pour les obligations, indique toutefois que le climat n'a rien d'idyllique.

Non seulement le 'shutdown' se poursuit aux États-Unis, mais les inquiétudes pour la croissance restent par ailleurs bien présentes, tout particulièrement dans la zone euro, où les résultats préliminaires des enquêtes auprès des directeurs d'achat (PMI) attendus vendredi pourraient bien montrer que l'activité continue de tourner au ralenti.

Les gérants attendent de savoir si les résultats des 'Sept Magnifiques' justifient leurs valorisations particulièrement tendues. Dans ce contexte, la sanction en cas de résultats ou de prévisions inférieurs aux attentes pourrait être sévère.

Premiers éléments de réponse avec les publications des géants technologiques Alphabet, Apple, Meta et Microsoft, toutes attendues la semaine prochaine.

En attendant, Netflix chute de plus de 6% en transactions après-Bourse dans le sillage de résultats trimestriels moins bons que prévu, ce qui montre bien que le secteur de la tech reste sous surveillance, tout comme celui des banques après les signaux préoccupants qui ont récemment émergé aux États-Unis (établissements régionaux) comme en Europe (BNP Paribas).

À UN MOIS DE LA PRÉSENTATION DE SON BUDGET

Le gouvernement britannique échoue à lutter contre l'inflation

À 3,8% sur un an, l'inflation britannique est restée stable le mois dernier mais s'est maintenue à un niveau élevé. La pression sur le gouvernement travailliste se renforce à un mois de la présentation d'un budget très attendu.

L'inflation est restée stable en septembre au Royaume-Uni, à 3,8% sur un an, a annoncé mercredi l'Office national des statistiques (ONS), mais à un niveau toujours élevé qui maintient la pression sur le gouvernement travailliste à l'approche d'un budget à haut risque.
"Je ne suis pas satisfaite de ces chiffres", a concédé dans un communiqué la ministre des Finances Rachel Reeves, qui doit présenter le 26 novembre la feuille de route gouvernementale pour 2026-2027. Elle se dit "déterminée" à soutenir ceux "qui ont du mal à faire face à la hausse des factures et au coût de la vie".
Les Britanniques spéculent depuis des mois sur de possibles hausses d'impôts lors de la présentation de ce budget, devenues quasi inévitables avec la combinaison de cette forte inflation, d'une croissance atone et d'un déficit qui se creuse. Au plus bas dans les sondages et contesté jusque dans son camp, le Premier ministre Keir Starmer joue lui aussi très gros avec cette échéance majeure, au moment où le parti d'extrême droite Reform UK caracole en tête des intentions de vote.

Hausses d'impôts

L'inflation en septembre ressort en dessous des prévisions des analystes, qui anticipaient 4%, un signe jugé encourageant. Mais elle reste à un niveau bien supérieur aux 2,2% enregistrés dans la zone euro et à la cible de 2% de la banque centrale britannique, la Banque d'Angleterre. Les pressions à la hausse des prix, venues de ceux de l'essence et des billets d'avion, ont été compensées "par des prix plus faibles pour toute une gamme d'achats récréatifs et culturels", selon Grant Fitzner de l'ONS. "Le coût des aliments et des boissons non alcoolisées a également diminué pour la première fois depuis mai de l'an dernier", a-t-il souligné.
Une inflation élevée freine la consommation et l'investissement. Elle contraint aussi la Banque d'Angleterre à maintenir ses taux d'intérêt à 4%, ce qui pèse sur le coût de la dette du Royaume-Uni. Elle fait grimper automatiquement les prestations sociales, donc les dépenses publiques. En revanche, les recettes fiscales ne progressent pas assez pour compenser. Conséquence: Rachel Reeves devra presque certainement réduire les dépenses ou augmenter les impôts pour tenir sa promesse d'assainir les finances publiques, des options qu'elle n'a pas exclues dans ses récentes déclarations.

POUR TROUVER "DES SOLUTIONS URGENTES" SUR LES TERRES RARES

La Commission européenne invite la Chine à Bruxelles

La Commission européenne recevra "dans les prochains jours" des représentants des autorités chinoises à Bruxelles pour trouver des "solutions urgentes" aux restrictions imposées par la Chine concernant les terres rares, a annoncé ce mardi 21 octobre un de ses responsables. La Commission européenne est sous pression. Elle recevra "dans les prochains jours" des représentants des autorités chinoises à Bruxelles pour trouver des "solutions urgentes" aux restrictions imposées par la Chine concernant les terres rares, a annoncé ce mardi 21 octobre un de ses responsables. Le commissaire européen au Commerce, Maros Sefcovic, a annoncé l'organisation de cette réunion lors d'une conférence de presse au Parlement européen, après s'être entretenu par vidéo pendant deux heures avec son homologue chinois, Wang Wentao, à propos de l'impact de cette mesure pour les entreprises européennes. La Chine est le premier producteur mondial de terres rares, des matériaux essentiels pour le numérique, l'automobile, l'énergie ou encore l'armement. Le géant asiatique a annoncé ce mois-ci de nouveaux contrôles sur l'exportation de technologies liées à ces terres rares, au grand dam des États-Unis et de l'Europe.
L'Union européenne a déjà protesté publiquement contre les nouvelles restrictions annoncées par Pékin, affirmant qu'elles contraignaient des entreprises de ses pays membres à arrêter leur production et causaient des préjudices économiques le long des chaînes d'approvisionnement. Elle entend agir à la fois sur le plan diplomatique et au niveau industriel opérationnel pour aider les secteurs confrontés à ces restrictions.

PARALYSIE BUDGÉTAIRE

L'Allemagne s'engage à régler les salaires d'employés locaux de l'armée américaine

L'Allemagne réglera les salaires d'octobre des quelque 11.000 employés de bases militaires américaines dans le pays et dont les salaires sont menacés par la paralysie budgétaire aux États-Unis, a indiqué mercredi le ministère allemand des Finances. «Le gouvernement fédéral va engager une dépense exceptionnelle afin de garantir que les salaires d'octobre soient versés à temps», a indiqué une porte-parole du ministère, assurant que ces versements seraient par la suite remboursés par les Américains.
Mardi, le syndicat allemand des services Verdi avait exhorté le gouvernement allemand à s'assurer que les salaires des employés civils des forces armées américaines en Allemagne soient bien versés, en dépit du «shutdown» budgétaire aux États-Unis. Verdi chiffrait les effectifs à 12.000. Depuis le 1er octobre, une partie de l'administration fédérale américaine est à l'arrêt et des centaines de milliers de fonctionnaires ont été mis au chômage technique.
Cette paralysie budgétaire menace désormais, selon Verdi, les employés en Allemagne des bases américaines de Ramstein et Kaiserslautern en Rhénanie-Palatinat, Oberpfalz en Bavière, Wiesbaden en Hesse et Stuttgart dans le Bade-Wurtemberg, toutes dans le sud du pays. Ces salariés civils ont des activités dans des secteurs tels que la logistique, la restauration, la santé, la sécurité ou la lutte contre l'incendie.
Selon Verdi, les États-Unis n'ont toujours pas validé depuis le 1er octobre les crédits nécessaires au paiement des salaires, comme le prévoit la procédure mensuelle. Par le passé, ces employés civils, rémunérés conformément à la convention collective coiffant les forces armées stationnées en Allemagne, «avaient été exclus des effets d'un shutdown et continuaient à percevoir leurs salaires», selon le ministère fédéral des Finances.

GRÈCE

Baisse des prix de plus de 2 000 produits dans les supermarchés

Le gouvernement grec et l'association des supermarchés grecs sont parvenus à un accord sur des réductions de prix pour plus de 2 000 produits afin d'absorber dans une certaine mesure les augmentations continues de ces dernières années. Au cours de la dernière période, des représentants du gouvernement, dont le Premier ministre, ont été en contact avec les dirigeants des supermarchés afin de trouver une solution partielle au problème et de faire baisser les prix.
L'annonce de mercredi a été faite après que le ministre du développement a rencontré le directeur général de l'association des supermarchés.
"Dans un environnement mondial difficile, nous menons une bataille constante en faisant tout ce qui est en notre pouvoir pour contenir les prix, en particulier ceux des produits de base. Notre objectif est de garantir une concurrence saine tout en poussant le marché, par tous les moyens légaux, à réduire son bénéfice moyen, dans l'intérêt de la société et en particulier de ceux qui sont confrontés à des difficultés. En réduisant les prix des produits pour lesquels cela est possible", a déclaré Takis Theodoricakos, ministre grec du développement.
Le directeur général de l'Union des supermarchés de Grèce a souligné que les grandes chaînes de supermarchés et certains fournisseurs ont répondu à l'appel à l'aide pour les consommateurs et les ménages vulnérables. "Il s'agit d'un effort continu de la communauté des affaires, en coopération avec l'État et le ministère du développement, pour être en mesure d'offrir des produits d'excellente qualité et au meilleur prix possible, et ce malgré les difficultés créées par la crise inflationniste, la crise énergétique et les effets du changement climatique sur la suffisance alimentaire à l'échelle internationale", a déclaré Apostolos Petalas.

AVEC L'ABANDON DES QUESTIONS CLIMATIQUES ET SOCIÉTALES

Le FMI et la Banque mondiale sur la voie de la « trumpisation »

La Maison Blanche veut peser de tout son poids sur l'agenda des institutions financières. Un membre de l'administration Trump, Dan Katz, vient d'être nommé numéro deux du Fonds monétaire international et le financement des énergies fossiles revient à l'ordre du jour.
Jusqu'ici, le pire a été évité. Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, dont les assemblées annuelles d'automne ont lieu du lundi 13 octobre au samedi 18 octobre, à Washington, sont parmi les rares institutions internationales à être épargnées par les attaques du président américain Donald Trump. Depuis l'arrivée du leader populiste à la Maison Blanche, les Etats-Unis ont déjà annoncé leur sortie de l'accord de Paris sur le climat, de l'Unesco, de l'Organisation mondiale de la santé et ils paralysent le fonctionnement de l'Organisation mondiale du commerce en refusant de nommer des responsables-clés.
Le Projet 2025, rédigé par les partisans de M. Trump lors de la dernière campagne présidentielle, plaidait pour une sortie du FMI et de la Banque mondiale. Le 23 avril, le secrétaire au Trésor américain, Scott Bessent, a finalement annoncé vouloir recentrer les institutions, dont les Etats-Unis sont le principal actionnaire, sur leurs missions de base, à savoir la coopération monétaire et la stabilité financière pour le FMI, la réduction de la pauvreté, la croissance et la création d'emplois dans le secteur privé pour la Banque mondiale.

PARE-BRISE FISSURÉ POUR UN 737 VOLANT À 11 000 MÈTRES

Débris spatial, ballon météo... ou simple avarie ?

Aux États-Unis, les enquêteurs examinent plusieurs hypothèses après qu'un Boeing 737 MAX a vu son pare-brise se fissurer en plein vol au-dessus des montagnes Rocheuses. Mais que s'est-il passé ?

Ce 16 octobre dernier, un vol opéré par la United Airlines reliant Denver à Los Angeles a dû se dérouter en urgence vers Salt Lake City dans l'Utah après qu'un objet a percuté le pare-brise du cockpit à environ 11 000 mètres d'altitude. Si le pilote a été légèrement blessé, l'avion, lui, a pu se poser sans incident majeur.
Mais l'incident intrigue grandement les autorités aériennes, car ce type de fissure survient généralement à plus basse altitude, en raison d'un choc avec un oiseau, de grêle ou d'un stress thermique.

La thèse des débris spatiaux jugée hautement improbable

Dans les jours qui ont suivi l'incident, les spéculations se sont multipliées en ligne. Plusieurs observateurs ont avancé l'hypothèse d'un impact de débris spatial, une première si elle était confirmée sur un vol commercial, alors que l'orbite basse devient toujours plus congestionnée avec des milliers de satellites supplémentaires lancés chaque année.
Mais selon les données de la Federal Aviation Administration (FAA), organisme de régulation américain, la probabilité qu'un objet tombé de l'espace cause un dommage à un avion est estimée à 0,1 % par an dans le monde. Les experts rappellent également que le qu'un impact venu de l'orbite aurait probablement provoqué des dégâts bien plus importants, voire une dépressurisation de l'appareil.

Un ballon météo en cause ?

Une autre piste est depuis envisagée, et elle est clairement plus probable : un ballon météorologique. La société américaine WindBorne Systems, spécialisée dans ces dispositifs à longue durée de vol, a même déclaré ce 21 octobre qu'un de ses ballons était « probablement impliqué » dans l'incident. « Nous avons immédiatement mis en œuvre des changements afin de réduire au minimum le temps passé entre 30 000 et 40 000 pieds (Ndlr : entre 9 000 et 12 000 mètres). Ces changements sont déjà en vigueur et ont un effet immédiat. De plus, nous accélérons encore nos projets visant à utiliser les données de vol en temps réel pour éviter de manière autonome les avions, même si ceux-ci volent à une altitude non standard », a-t-elle indiqué. La société a lancé plus de 4 000 ballons à ce jour. Le pare-brise endommagé a été transféré dans un laboratoire pour analyses, tandis que le Boeing a été déplacé vers Chicago pour réparations. À ce stade, aucune conclusion définitive n'a été établie quant à l'origine de l'impact.

Amazon voudrait remplacer ses employés avec des centaines de milliers de robots

Le leader mondial de l'e-commerce veut miser à fond sur les robots. Avec des entrepôts qui devraient en être plein dans les prochaines années.
Le géant Amazon est une des entreprises les plus en pointe dans le domaine de la robotique, une technologie qui permettrait d'améliorer encore la productivité dans ses activités. Au mois de mai dernier, on a ainsi pu découvrir son robot Vulcan, capable de ressentir les objets qu'il presse. Une avancée qui n'est qu'un début, au vu des plans que le groupe a dans le domaine.

Amazon veut remplacer 600 000 futurs emplois par des robots

Amazon voit loin niveau robots. Selon des documents qui ont fuité en direction du New York Times, l'entreprise fondée par Jeff Bezos compter se doter d'un nombre exceptionnel de ces machines.
En effet, l'entreprise spécialisée dans le secteur de l'e-commerce voudrait remplacer près de 600 000 jobs qui devraient être créés aux États-Unis, d'ici à 2033, par des robots ! Un objectif d'autant plus ambitieux que, durant cette même période, Amazon s'attend à voir ses ventes doubler.

Des milliards d'économies sont attendus

Il faut dire qu'Amazon pourrait bénéficier de sacrées économies à la clé. La société pourrait ainsi économiser environ 30 centimes sur chaque produit mis en entrepôt et livrés, ce qui, sur la période entre 2025 et 2027, représenterait une coquette somme de 12,6 milliards de dollars.
Évidemment, l'information, fuitée en direction du grand média américain, n'est pas du genre à apporter de la bonne publicité à Amazon. L'entreprise a en conséquence rapidement produit un communiqué pour tenter de relativiser cette nouvelle.
« Les documents divulgués donnent souvent une image incomplète et trompeuse de nos projets, et c'est le cas ici. Dans notre culture axée sur la communication écrite, des milliers de documents circulent à tout moment dans l'entreprise, chacun avec un degré variable d'exactitude et d'actualité » a ainsi indiqué une porte-parole à The Verge. Reste qu'on ne voit pas Amazon se priver de gains aussi substantiels à l'avenir si la robotique pouvait aussi avantageusement remplacer l'humain.

Brèves

LangChain lève 125 M$ pour accélérer le codage IA

La start-up américaine, spécialiste des outils open source pour le développement d'agents IA, vient de lever 125 millions de dollars lors d'un tour de table mené par IVP, valorisant l'entreprise à 1,25 milliard de dollars. CapitalG (Alphabet), ServiceNow Ventures, Workday Ventures, Cisco, Datadog et Databricks comptent aussi parmi les investisseurs. La plateforme de LangChain facilite l'implémentation d'agents IA grâce à des blocs de construction prêts à l'emploi et une API unifiée, permettant de changer de modèles sans adaptation du code. LangGraph, un autre outil, permet de gérer des agents IA sur la durée et d'intégrer une supervision humaine. Deep Agents, lancé récemment, dote les agents de facultés de raisonnement et gère des volumes de données importants. LangChain propose aussi LangSmith, un éditeur cloud avec déploiement et supervision intégrés. La société a généré entre 12 et 16 M$ revenus récurrent annuel en juin dernier, mais n'est pas encore rentable.

Google dope Broadcom et MediaTek avec ses TPU

L'offre "TPU as a Service" séduit un nombre croissant d'entreprises en quête de puissance de calcul dédiée. Cette dynamique favorise particulièrement deux fabricants de puces : l'américain Broadcom et le taïwanais MediaTek, partenaires clés du géant américain sur ses accélérateurs maison. Les perspectives de croissance s'annoncent solides pour les deux sociétés, portées par la demande mondiale d'IA générative et d'infrastructures cloud optimisées, alors que Google mise sur la fourniture d'accès à ses TPU pour attirer des clients et accélérer l'innovation. Les analystes anticipent une hausse importante des revenus des deux fondeurs dès 2026, sous l'effet de commandes en volume pour accompagner l'essor de l'intelligence artificielle chez les grands acteurs du cloud et de la tech.

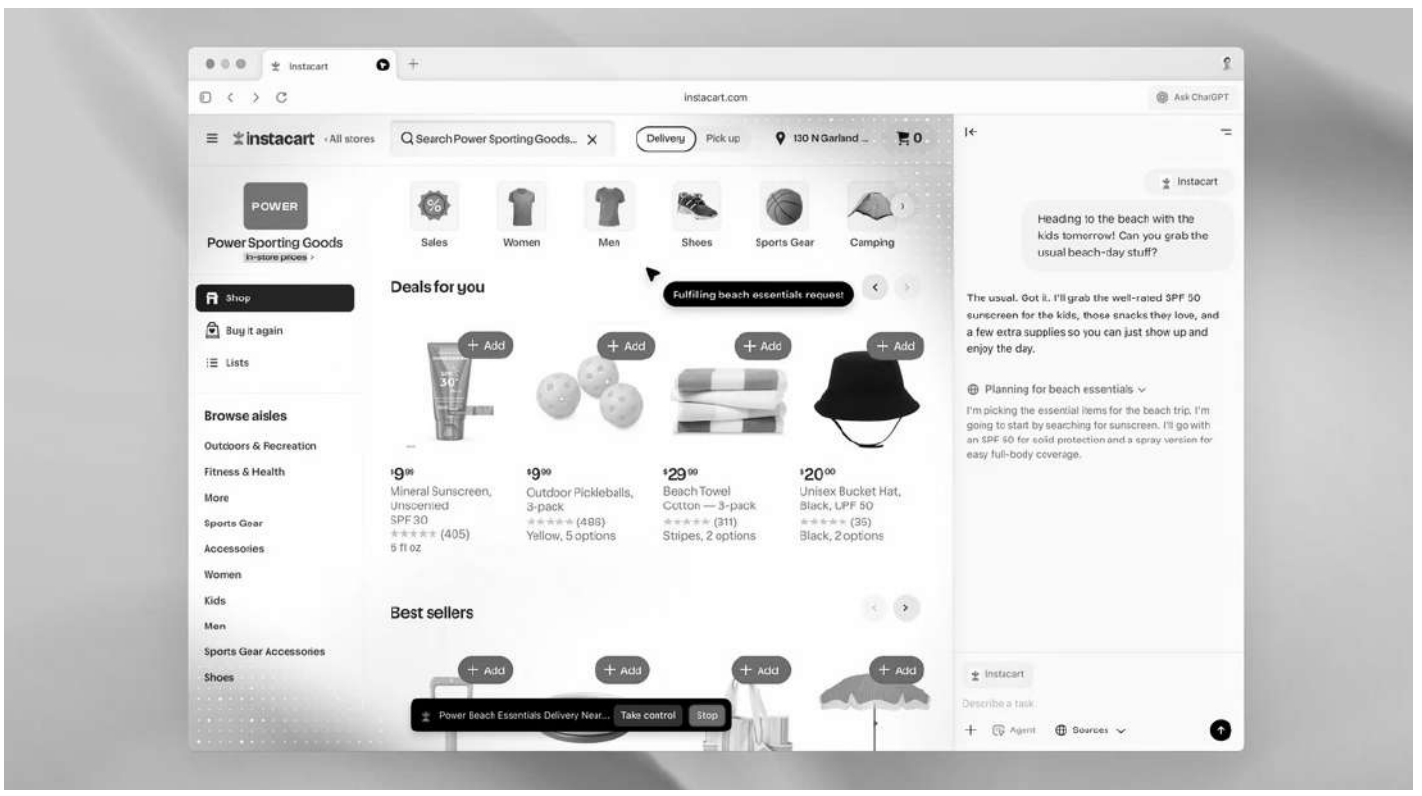
Pékin accuse la NSA d'une cyberattaque majeure

La National Security Agency américaine (NSA) aurait mené une cyberattaque prolongée contre son Centre national du service de l'heure (NTSC), une structure stratégique chargée de générer et diffuser l'heure officielle du pays. Selon le ministère chinois de la Sécurité d'État, l'opération, remontant à mars 2022, aurait exploité des failles dans la messagerie d'un fabricant étranger de smartphones pour pirater les appareils de plusieurs employés et voler des données sensibles. Pékin affirme que l'agence américaine a utilisé 42 outils sophistiqués pour infiltrer les réseaux internes du centre entre 2023 et 2024, visant à compromettre un système de synchronisation critique pour les communications, la finance et l'énergie. Washington n'a pas commenté ces accusations, tandis que la Chine dénonce les États-Unis comme « la plus grande source de chaos du cyberespace ».

ChatGPT Atlas, le ”Google” d’OpenAI, fait enfin son apparition !

OpenAI vient de lancer ChatGPT Atlas, son navigateur web maison qui intègre son intelligence artificielle de manière native. Disponible sur macOS dans un premier temps, il pourrait transformer radicalement notre rapport au web, et faire trembler Google.

La navigation web connaîtra un avant et un après OpenAI ? C'est le pari que fait le géant californien avec ChatGPT Atlas, dévoilé ce mardi 21 octobre. Plutôt que d'ajouter un simple chatbot à un navigateur classique, la firme a repensé l'expérience de navigation de fond en comble. Elle propose ainsi un outil capable de comprendre ce que vous faites en ligne, de mémoriser vos préférences et même d'agir à votre place sur le web.



ChatGPT Atlas, un navigateur qui vous comprend vraiment

ChatGPT Atlas marque une rupture avec les navigateurs traditionnels. L'idée d'OpenAI est de faire de ChatGPT un compagnon omniprésent durant votre navigation. Concrètement, l'assistant s'intègre directement dans votre flux de travail. Vous lui posez une question depuis n'importe quel onglet, et il répond instantanément sans vous faire quitter votre page.

Ce qui attire notre attention, ce sont les « mémoires du navigateur ». En fait, Atlas observe discrètement votre parcours en ligne et retient les détails importants. Vous cherchiez des offres d'emploi la semaine dernière ? Demandez-lui de « créer un résumé des tendances du secteur pour préparer mes entretiens », et il compile automatiquement les informations. Cette mémoire contextuelle, qui est totalement optionnelle notons-le, permet sur le papier des interactions plus fluides.

L'interface en langage naturel pousse aussi le concept encore plus loin. Oubliez les commandes techniques, et dites simplement « nettoie mes onglets » ou « retrouve cette paire de chaussures que j'ai regardée hier », et Atlas s'exécute, comme par magie ou presque. OpenAI relaie d'ailleurs le témoignage de Yogya Kalra, une étudiante ayant testé le navigateur en avant-première. « Pendant mes cours, j'aime utiliser des questions pratiques et des exemples concrets pour vraiment comprendre la matière. Avant, je devais basculer entre mes diapositives et ChatGPT, en faisant des captures d'écran juste pour poser une question. Maintenant, ChatGPT comprend instantanément ce que je regarde et m'aide à améliorer mes contrôles de connaissances au fil de l'eau », témoigne-t-elle.

Un mode agent ambitieux, mais encore expérimental

On était déjà au courant de cette propriété, mais OpenAI en profite pour doter son navigateur de son mode agent, aujourd'hui disponible avec un peu d'avance pour les abonnés Plus, Pro et Business, les chanceux ! Cette fonction permet à ChatGPT de prendre le contrôle de votre navigateur pour effectuer des actions à votre place. Par exemple, il peut cliquer sur des boutons, remplir des formulaires, et naviguer entre plusieurs pages, exactement comme vous le feriez manuellement avec votre pad, votre souris ou votre doigt.

Les cas d'usage sont presque illimités. On peut imaginer planifier un dîner en trouvant une recette, commander tous les ingrédients automatiquement, ou encore compiler des analyses concurrentielles en parcourant plusieurs documents d'équipe. OpenAI prévient toutefois que la version préliminaire de ChatGPT Atlas peut encore commettre des erreurs sur les demandes et routines les plus complexes. L'entreprise a aussi intégré des garde-fous de sécurité, notamment une pause automatique lors d'actions sensibles sur des sites financiers.

Côté disponibilité, Atlas est donc disponible depuis ce mardi 21 octobre sur macOS pour tous les utilisateurs ChatGPT (gratuits comme payants). Les versions Windows, iOS et Android suivront prochainement, sans plus de précision. En ce qui concerne la vie privée, OpenAI assure que votre historique de navigation n'alimente pas l'entraînement de ses modèles par défaut. Vous gardez aussi un contrôle total sur ce que ChatGPT peut voir ou mémoriser, avec la possibilité d'effacer l'historique à tout moment. En bonus, vous pourrez aussi profiter d'un mode incognito !

POUR FAIRE BAISSER SES ÉMISSIONS DE CO2

Nissan quitte Renault et fait équipe avec une marque chinoise

En Europe, Nissan a du retard à combler en matière de ventes de véhicules électriques. Pour éviter d’éventuelles amendes, le constructeur japonais a décidé de changer de « pool », ces fameuses associations de constructeurs qui permettent de bénéficier des crédits CO2 des autres. Désormais, Nissan fait équipe avec une marque chinoise.

S’il fallait une preuve de plus que les destins de Nissan et Renault n’ont jamais été aussi distants depuis l’affaire Ghosn, en voilà une. Le constructeur japonais a fait une nouvelle demande de « pooling » le 17 octobre dernier pour quitter l’association faite avec ses partenaires de l’alliance, Renault et Mitsubishi. Le losange, avec ses ventes en électrique et ses hybrides, permettait en effet jusqu’ici à Mitsubishi et Nissan de baisser leur note CO2 en Europe à moindre frais, en attendant que les ventes d’électriques soient suffisantes pour éviter les amendes sans faire appel à un tiers.

S'agissant des pools, nous retrouvons aujourd'hui le plus gros d'entre eux détenu par Tesla, qui compte dans ses rangs Suzuki, Toyota, Mazda, Subaru, Honda et... Stellantis. Un système de partage de crédits qui rapporte gros au constructeur américain puisqu'il a engrangé plusieurs milliards d'euros depuis quelques années.

Nissan quitte Renault pour BYD

La demande a donc été déposée le 17 octobre dernier et concerne deux pools : Xpeng et KG Mobility (anciennement Ssangyong) d’un côté, Nissan et BYD de l’autre. Le fait que Nissan quitte son association naturelle avec Renault et Mitsubishi est assez inédit pour le souligner.

Officiellement, Nissan a affirmé à nos confrères d’Automotive News qu’il avait rejoint BYD parce que le pool formé avec Renault et Mitsubishi n’était opérationnel que jusqu’à fin 2024. Pourquoi le pool avec les partenaires Renault et Mitsubishi n'a-t-il pas été renouvelé ? BYD était-il plus intéressant ?

Les constructeurs restent en général discrets sur les choix de partenaires "CO2". Les déclarations de pools sont en tout cas valables en général sur l’année en cours. Pour éviter de subir de lourdes amendes en Europe, Nissan a donc décidé de faire équipe avec BYD qui ne vend que des voitures rechargeables, hybrides ou 100 % électriques.

Nissan va devoir faire mieux

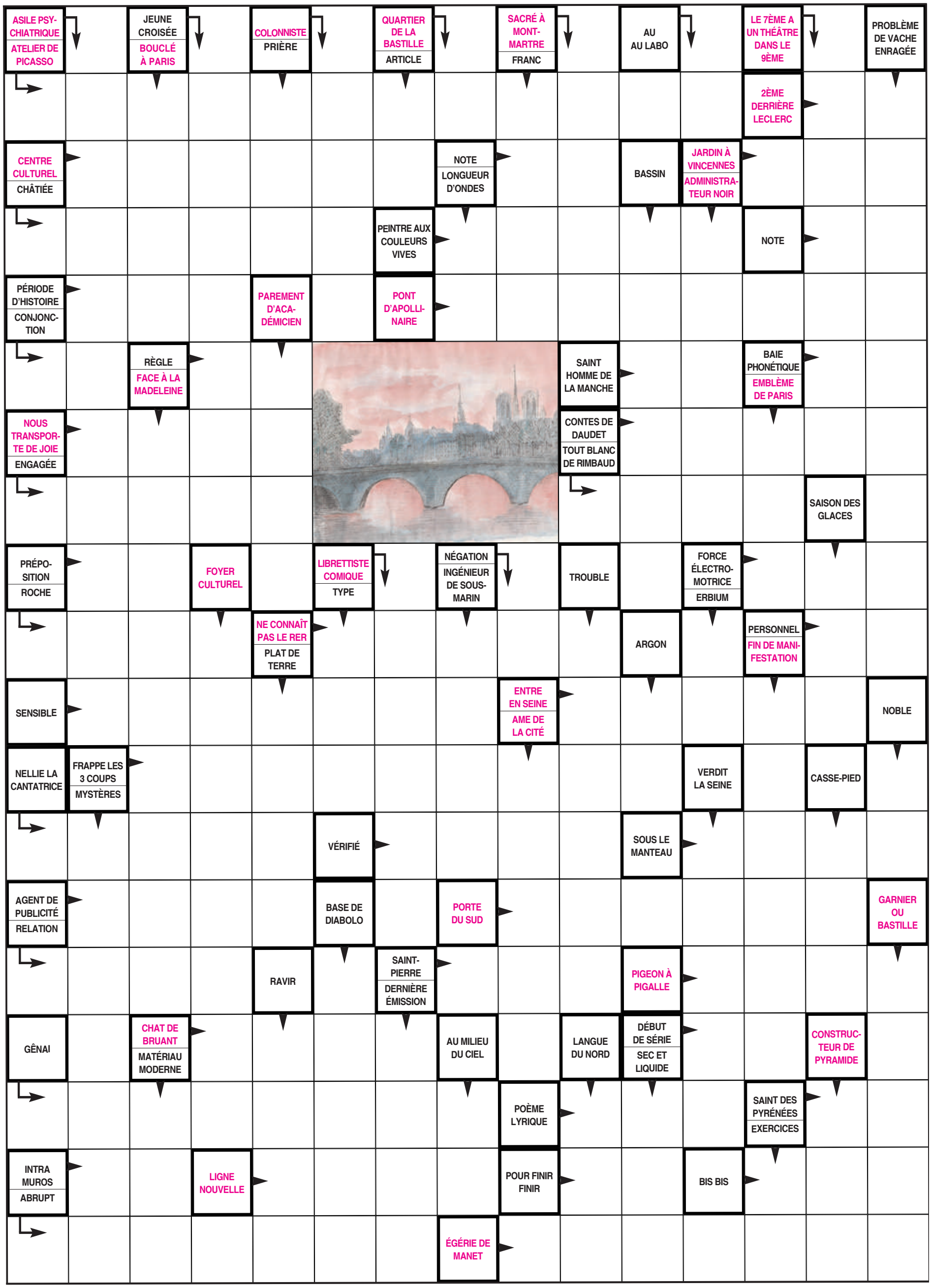
S’il fut un temps le pionnier de la voiture électrique dans le monde avec sa Leaf, le constructeur japonais a désormais du retard à combler.

L’Ariya ne fait pas de volumes suffisants pour atteindre les 20 à 25 % de mix en électrique qui permettrait à la plupart des constructeurs d’éviter facilement les amendes CO2 en Europe.

Le lancement des Micra et nouvelles Leaf sont donc cruciaux pour le japonais qui est en situation de petite crise avec l’arrivée d’un nouveau directeur général, Ivan Espinosa. Débarqué en avril, il a la lourde tâche de remettre sur pied Nissan aux Etats-Unis notamment, un de ses principaux marchés.

Et de maintenir le cap en Europe où la concurrence, notamment pour le Qashqai (premier SUV du genre sur le Vieux Continent), est rude.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Jeudi 23 octobre 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le Brent à 62,25 dollars le baril

Les cours du pétrole renouaient, mercredi, avec la hausse sur fond d'inquiétudes des investisseurs notamment sur la baisse de l'offre pétrolière sur le marché en raison des enjeux géopolitiques. Au milieu de la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, prenait 1,52% à 62,25 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, gagnait 1,62% à 58,17 dollars.

TOURISME

La 26e édition du SIAT prévue du 9 au 15 novembre à Alger

Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat organisera du 9 au 15 novembre prochain au Palais de la culture Moufdi-Zakaria à Alger, la 26e édition du Salon international de l'Artisanat traditionnel "SIAT" sous le thème "L'artisanat traditionnel, art, authenticité et créativité", a-t-il annoncé mercredi dans un communiqué. Le Salon qui verra la présence notamment du directeur du Bureau de l'Organisation mondiale de la Propriété intellectuelle en Algérie, ambitionne de "valoriser l'image de l'Algérie touristique aux plans interne et international et à mettre en évidence sa diversité culturelle et artistique ainsi que la richesse de son patrimoine, tout en promouvant l'authenticité et l'identité enracinée algériennes", lit-on dans le communiqué. "Cette manifestation constitue également un rendez-vous économique et culturel d'envergure, réunissant des acteurs nationaux, régionaux et internationaux du secteur de l'artisanat et offrira une plateforme privilégiée pour l'échange entre artisans, institutions et professionnels du secteur, ainsi qu'un cadre de promotion et de commercialisation des produits artisanaux", ajoute la même source.

N'DJAMENA, ADDIS-ABEBA, LIBREVILLE ET LUANDA

Air Algérie déploie ses ailes sur l'Afrique

Par Adem A.

Le ciel africain s'ouvre un peu plus à Air Algérie. La compagnie nationale poursuit sa stratégie d'expansion continentale avec le lancement, mardi soir, de la nouvelle ligne Alger-N'Djamena, première étape d'un vaste programme d'ouverture de routes vers l'Afrique subsaharienne. Ce vol inaugural, supervisé à l'aéroport Houari-Boumediene par le PDG d'Air Algérie, Hamza Benhamouda, marque le début d'une nouvelle ère pour la compagnie, déterminée à renforcer la présence économique et diplomatique de l'Algérie sur le continent.

L'ouverture de la liaison Alger–N'Djamena, via Douala (Cameroun), s'inscrit dans le cadre des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui avait instruit la création d'une ligne directe entre les deux capitales lors de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025).

Désormais assurée deux fois par semaine, cette ligne permettra également, grâce au "cinquième droit de liberté de l'air", de relier Douala à N'Djamena, renforçant ainsi la connectivité régionale.

"Cette ligne est bien plus qu'une simple ouverture commerciale. Elle symbolise la volonté d'Air Algérie de s'imposer comme un acteur africain à part entière du transport aérien", a déclaré Benhamouda. Selon lui, "le renforcement du réseau africain est une priorité stratégique, en parfaite cohérence avec la politique nationale de coopération Sud-Sud et de rapprochement entre les peuples".L'expansion ne s'arrête pas à N'Djamena.

Dès l'automne prochain, Addis-Abeba viendra s'ajouter aux destinations africaines d'Air Algérie, portant la fréquence hebdomadaire à quatre vols. Libreville (Gabon) et Luanda (Angola) sont également en ligne de mire.

"Notre objectif est clair : doubler le nombre de lignes africaines d'ici 2028 pour atteindre une vingtaine de destinations", a précisé le PDG.

Cette dynamique continentale s'appuie sur un ambitieux programme de modernisation de la flotte. Le 12 novembre prochain, un nouvel Airbus A330-900 atterrira à Alger, marquant le coup d'envoi du plan de renouvellement lancé en 2023. Trois autres appareils du même type rejoindront la flotte d'ici fin 2025, suivis de livraisons progressives jusqu'en 2026. En parallèle, la nouvelle filiale Domestic Airlines sera dotée de 16 avions ATR 72-600 afin de renforcer la desserte des régions intérieures.À partir de 2027, la compagnie nationale commencera à recevoir ses Boeing 737 Max-9, destinés à soutenir à la fois le réseau africain et les dessertes internationales. "Plus nous renforcerons nos moyens, plus nous pourrons étendre notre réseau de manière ordonnée et efficace", a expliqué M. Benhamouda, insistant sur une croissance "progressive et maîtrisée".

Sur le plan international, Air Algérie multipliera également les ouvertures dans les mois à venir, notamment vers Rotterdam, Guangzhou et bientôt d'autres destinations asiatiques et nord-américaines. Mais pour le PDG, cette ouverture au monde ne doit pas faire oublier la mission première de la compagnie : "Air Algérie restera fidèle à son rôle citoyen. Nous continuerons à relier les régions du nord et du sud, à soutenir le tourisme national et à assurer le transport de notre diaspora dans les meilleures conditions."

Le plan d'action d'Air Algérie, qui s'étend jusqu'en 2035, prévoit de nouvelles commandes et la montée en puissance d'une flotte plus moderne et plus performante.

"Nous travaillons déjà sur plusieurs projets de commandes supplémentaires qui seront annoncés dès leur concrétisation", a conclu Hamza Benhamouda, confiant dans la capacité de la compagnie à devenir un acteur aérien de référence sur le continent africain.

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

Le « Prix Nobel » en Economie est-il scientifiquement crédible et socialement utile ?

La saison des Prix Nobel vient de se terminer avec l'attribution du dernier Prix, qui en vérité n'en est pas un. Le testament d'Alfred Nobel (1901) ne prévoit que trois Prix scientifiques (Physique, Chimie, Physiologie ou Médecine) auxquels se sont ajoutés un Prix pour l'action pour la Paix et un Prix pour la littérature. Le Prix pour la science économique est venu beaucoup plus tard, en 1968,sur une propositionde la Banque de Suède. D'ailleurs, son appellation est différente des autres : « Prix en sciences économiques à la mémoire d'A. Nobel ». Ce dernier Prix est très contesté par la communauté scientifique y compris au sein de la discipline ellemême. On ne reconnait pas à cette discipline le statut scientifique, comme la chimie ou la physique. Le débat sur cette question est ouvert depuis très longtemps et porte sur l'absence de vérification/validation des analyses et des recommandations proposées. Pour un même problème, on peut avoir plusieurs « points de vue ou plusieurs options de solution ». Ce qui montre l'influence idéologique et/ou politique dans le raisonnement. Des économistes de grande réputation, à l'instar de Gunnar Myrdal qui, après avoir contribué à son instauration et en avoir été lauréat en 1974, appela à son abolition.

Deux grands courants dominent actuellement la recherche en économie, l'un s'intéresse presque exclusivement à la théorie économique pure (ou économie standard) et l'autre s'investit dans l'économie empirique. Les deux utilisent l'instrument mathématique pour faire des démonstrations et justifier/valider les conclusions tirées des analyses. Mais chez les deux, les analyses demeurent hypothétiques et les conclusions abstraites, car ne tiennent pas compte, ou pas suffisamment, des contextes institutionnels, historiques, politiques et même culturels. L'économie comme activité demeure une activité sociale, au sens d'A. Sen (un autre Prix Nobel), exercée par des hommes dans des rapports sociaux non standards, formels et informels. La modélisation mathématique a apporté énormément au développement de la science économique, particulièrement dans les outils d'analyse et le croisement de nombreuses variables pour expliquer des phénomènes présents ou passés et explorer de nouvelles pistes de recherche ; mais en même temps la construction des modèles est subordonnée à des hypothèses, parfois réductrices, et à des données, souvent insuffisantes ou incomplètes.

L'usage abusif des mathématiques est voulu pour donner une soi-disant scientificité à la discipline. Beaucoup d'économistes hétérodoxes ont décortiqué les modèles mathématiques utilisés par l'économiste et dénoncent l'incohérence entre le modèle et le monde réel. En effet, l'introduction des instruments mathématiques, aussi bien dans la modélisation que dans les études empiriques n'a pas amélioré la crédibilité de la science économique, « Les formules mathématiques énoncées par les économistes sont valides dans l'univers clos et abstrait des nombres, mais « le modèle ne passe pas le test de vraisemblance et cela ne semble pas poser de problème ». Ch. Chavagneux (alternatives économiques du 24/08/2024) apporte un coup de massue : « De plus en plus d'études viennent relativiser la qualité des études empiriques produites par les économistes. Ce qui, compte tenu de la place qu'occupent ces derniers et leurs recommandations dans le débat public, pose de sérieux problèmes, pour la crédibilité de leur profession et pour la démocratie. Pas moins de trois travaux récents viennent ainsi jeter le doute sur la qualité du tournant empirique pris depuis quelques décennies par une science économique longtemps restée abstraite et modélisatrice. »

Pour cette saison, le Prix de la Banque de Suède en sciences économiques à la mémoire d'A. Nobel est attribué à trois économistes : un américain (JoelMokyr), un français(Philippe Aghion) et un canadien (Peter Howitt). Le Prix a récompensé les travaux des trois économistes dans l'étude de la relation entre innovation et croissance économique. Ils expliquent comment l'innovation est le moteur du progrès, ils constatent aussi que la technologie évolue rapidement et impactent aussi bien les produits que les méthodes de production ; ainsi de nouveaux produits remplacent les anciens, ce qui stimule la compétition entre firmes et incite à l'innovation dans un cycle sans fin. La théorie Schumpetérienne (la destruction créatrice) est la référence conceptuelledes travaux des trois lauréats. Les conclusions sont largement admises dans les milieux académiques et même dans les stratégies industrielles des firmes. (Lire l'excellente contribution de Meksen Rachid en page 5)

Dans une précédente chronique nous avions exposé le problème de l'innovation dans l'économie algérienne et la faible contribution du budget et des institutions de recherche à la recherche-développement. En matière d'innovation, l'Algérie est loin derrière les pays comparables (Iran, Egypte, Turquie, Arabie Saoudite…..) et même les pays maghrébins nous surclassent. Nos entreprises sont loin de la frontière technologique de leur domaine d'activité.

Un vrai débat sur le sujet doit être engagé pour sortir des sentiers battus de la relation université –entreprise, des PNR, dont le concept est séduisant mais la mise en œuvre bureaucratisée. Les déclarations conjoncturelles à l'emporte-pièce et les annonces de résultats chimériques sans lendemain ne font que décourager les esprits les plus éclairés. La compétitivité par les facteurs classiques (main d'œuvre, énergie,…) commence à être remplacée par celle de l'innovation en général et du numériqueen particulier. Dans une précédente chronique, nous avions suggéré une dotation de 10 Mds de $ d'investissements dans l'IA. Gardons l'espoir que le budget 2026 réserve au moins une première tranche à cette action.